

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger	Pays à demi-tarif 50 fr.	33 fr.
	Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50  
Par porteur ou par la poste :  
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75  
Étranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser :  
au Directeur de l'École Professionnelle de la  
Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions  
faites en caractères plus petits que ceux du texte du  
Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**Décret du 14 janvier 1933**, abrogeant les dispositions du décret du 12 mars 1928, accordant une *indemnité spéciale au personnel militaire en service au Togo*. (Arrêté de promulgation du 27 février 1933). 162

**Décret du 14 janvier 1933**, approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant *ouverture et annulation de crédits au budget local du Territoire pour l'exercice 1932*. (Arrêté de promulgation du 27 février 1933). 163

**Décret du 26 janvier 1933**, rendant applicables aux colonies, autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun la *loi du 2 avril 1932 complétant l'article 1558 du code civil et la loi du 10 mars 1932 modifiant l'article 49 de ce code*. (Arrêté de promulgation du 4 mars 1933). 164

**Arrêté interministériel du 19 janvier 1933**, relatif au *recrutement de l'armée dans les colonies, pays de protectorat et territoires à mandat situés hors du bassin méditerranéen*. 166

**Circulaire ministérielle du 27 janvier 1933**, relative aux *retards dans le paiement des mandats N° 1401 originaux des colonies et dépassant 2.000 frs.* 170

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

**Arrêté du 22 février 1933**, portant *annulation de peines disciplinaires*. 171

**Arrêté du 22 février 1933**, réglant l'attribution des *primes aux exportations de café*. 171

**Arrêté du 22 février 1933**, complétant l'arrêté du 20 novembre 1932, déterminant le mode de fonctionnement, de constitution, le régime administratif et financier des *communes mixtes du Togo*. 171

**Arrêté du 22 février 1933**, rapportant l'arrêté du 26 janvier 1933 et approuvant la délibération de la commission municipale instituant une *taxe d'abatage*. 172

**Arrêté du 22 février 1933**, fixant le montant de l'*indemnité de fonctions* allouée au chef du service de police et de sûreté du Togo. 173

**Arrêté du 22 février 1933**, autorisant un prélèvement sur la *caisse de réserve*. 173

**Arrêté du 25 février 1933**, approuvant et rendant exécutoires divers *rôles primitifs* afférents à l'exercice 1933. 173

**Arrêté du 27 février 1933**, modifiant l'arrêté du 5 novembre 1932 prévoyant pour le personnel des cadres locaux européens l'octroi de *congés de longue durée pour tuberculose*. 175

**Arrêté du 4 mars 1933**, désignant les *assesseurs près la cour d'assises du Togo*, pour l'année 1933. 175

**Arrêté du 4 mars 1933**, nommant un *membre fonctionnaire de la cour d'assises du Togo* pour l'année 1933. 175

**Arrêté du 11 mars 1933**, organisant le *cadre supérieur de la police*. 176

**Arrêté du 11 mars 1933**, créant le *cadre subalterne de la police*. 179

Arrêté du 11 mars 1933, fixant les modalités et le programme des examens et concours pour les emplois dans le cadre supérieur de la police du territoire du Togo.	182
Nominations, mutations, etc... concernant le personnel	184
Avance	186
Censeur administratif	186
Commissions	187
Commissions d'enquête	187
Enseignement (Ecole professionnelle de Sokodé)	187
Enseignement (Jardin et atelier scolaires)	187
Franchise postale	187
Remboursements	188
Secours	188
Subvention	188
Domaines	188
Erratum	189
Avis de concours	189
Etat des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Aného pendant le mois de février 1933.	190

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces — (Voir supplément)

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Indemnité au personnel militaire

**ARRETE** N° 134 promulguant au Togo le décret du 14 janvier 1933, abrogeant les dispositions du décret du 12 mars 1928 accordant une indemnité spéciale au personnel militaire en service au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 14 janvier 1933, abrogeant les dispositions du décret du 12 mars 1928 accordant une indemnité spéciale au personnel militaire en service au Togo;

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 14 janvier 1933, abrogeant les dispositions

du décret du 12 mars 1928 accordant une indemnité spéciale au personnel militaire en service au Togo.

Lomé, le 27 février 1933.

R. DE GUISE.

#### RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 14 janvier 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République française au Togo a été amené à prévoir, pour équilibrer son budget de 1933, certaines compressions de dépenses de personnel.

Parmi celles-ci figure la diminution du taux de l'indemnité de zone allouée au personnel civil européen. Quant au personnel militaire hors cadres, en service dans le Territoire, il ne perçoit, actuellement, pas d'indemnité de zone, celle-ci étant remplacée par une indemnité spéciale, dite de l'Afrique occidentale française, créée par décret du 10 février 1926, rendu applicable au Togo par un autre décret du 12 mars 1928.

Or, du fait de la diminution du taux de l'indemnité de zone une forte disproportion existerait entre elle et l'indemnité de l'Afrique occidentale française, en faveur de cette dernière.

Désirant uniformiser, à ce point de vue, le régime applicable à tout le personnel européen servant au Togo, le chef de ce Territoire demande l'abrogation du décret du 12 mars 1928.

Cette suggestion ne soulevant de ma part aucune objection, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir, si vous en approuvez les dispositions, revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 29 décembre 1903, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes stationnées aux colonies ainsi que les actes complétant ou modifiant ledit décret;

Vu le décret du 10 février 1926, instituant une indemnité spéciale en faveur des officiers et sous-officiers à solde mensuelle en service en Afrique occidentale et en Afrique équatoriale française;

Vu le décret du 22 septembre 1926, portant attribution d'une indemnité provisoire de 12 pour 100 aux militaires de carrière en service aux colonies;

Vu le décret du 12 mars 1928, rendant applicables au Togo les dispositions des décrets susvisés des 10 février et 22 septembre 1926;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret susvisé du 12 mars 1928 est abrogé.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 janvier 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Albert SARRAUT.

*Ouverture et annulation de crédits.*

ARRETE N° 135 promulguant au Togo le décret du 14 janvier 1933, approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Territoire pour l'exercice 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 14 janvier 1933, approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Territoire pour l'exercice 1932;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 14 janvier 1933, approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Territoire, pour l'exercice 1932.

Lomé, le 27 février 1933.

R. DE GUISE.

## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 14 janvier 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris en conseil d'administration, à la date du 5 novembre 1932, un arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédit au budget local du Territoire exercice 1932.

Les mesures dont il s'agit ne soulevant aucune objection de ma part, j'ai fait préparer en vue de leur ratification, conformément aux dispositions de l'article 81 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

\*Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
Albert SARRAUT.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des Nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 13 avril 1932 portant approbation des budgets du Togo, exercice 1932;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 545, pris en conseil d'administration le 5 novembre 1932, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture aux chapitres II et III du budget local du Togo, exercice 1932, de crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de 45.000 francs, et annulation d'un crédit équivalent au chapitre Ier du même budget.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 janvier 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Albert SARRAUT.

ARRETE N° 545 portant ouverture et annulation de crédits au budget local, exercice 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 13 avril 1932 portant approbation des budgets du Togo, exercice 1932;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts au budget local du Togo, exercice 1932, les crédits supplémentaires suivants :

### CHAPITRE II

#### COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE (Personnel)

##### ARTICLE 3. — *Inspection mobile*

§ 1 — Inspection mobile . . . . . 30.000 frs.

### CHAPITRE III

#### COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE (Matériel)

##### ARTICLE 4. — *Inspection mobile*

§ 1 — Dépenses de l'inspection mobile 15.000 frs.

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ces crédits supplémentaires au moyen de l'annulation de crédit suivante :

### CHAPITRE PREMIER

#### DETTES EXIGIBLES

##### ARTICLE PREMIER. — *Intérêts et amortissements.*

§ 2 — 2<sup>e</sup> réalisation de 38.800.000 francs par émission publique . . . . . 45.000 frs.

ART. 3. — L'ordonnateur-délégué du budget local est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 5 novembre 1932.

R. DE GUISE.

#### Modifications au code civil

ARRETE N° 144 promulguant au Togo le décret du 26 janvier 1933, rendant applicables aux colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun la loi du 2 avril 1932 complétant l'article 1558 du code civil et la loi du 10 mars 1932 modifiant l'article 49 de ce code.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 26 janvier 1933, rendant applicables aux colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, aux pays de protectorat et aux Territoires sous mandat du Togo et du Cameroun la loi du 2 avril 1932 complétant l'article 1558 du code civil et la loi du 10 mars 1932 modifiant l'article 49 de ce code;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 26 janvier 1933, rendant applicables aux colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun la loi du 2 avril 1932 complétant l'article 1558 du code civil et la loi du 10 mars 1932 modifiant l'article 49 de ce code.

Lomé, le 4 mars 1933.

R. DE GUISE.

## RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 26 janvier 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'article 1558 du code civil disposait que l'immeuble dotal pouvait être aliéné avec autorisation de justice dans certains cas déterminés. La loi du 2 avril 1932 est venue le compléter en spécifiant que l'immeuble dotal pouvait être donné à bail avec autorisation de justice pour des motifs laissés à l'appréciation des tribunaux.

Dans les mêmes conditions, la loi du 10 mars 1932 a modifié l'article 49 du code civil relatif aux mentions apposées en marge des actes de l'état civil.

En vue de maintenir les dispositions du code civil applicables aux colonies en harmonie avec le code métropolitain, nous avons estimé que les lois susvisées pouvaient être étendues sans inconvénient à notre domaine colonial.

Tel est le projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Abel GARDEY.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu les articles 3 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les articles 49 et 1558 du code civil;

Vu les lois des 10 mars et 2 avril 1932, complétant respectivement les articles 49 et 1558 susvisés;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, à l'exception des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, pour lesquelles il sera statué par une loi, les lois du 2 avril 1932 complétant l'article 1558 du code civil et prévoyant avec autorisation de justice la dation à bail de l'immeuble dotal et du 10 mars 1932 modifiant l'article 49 du code civil relatif aux mentions apposées en marge des actes de l'état-civil.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 26 janvier 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Albert SARRAUT.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Abel GARDEY.

## LOI ajoutant un paragraphe à l'article 1558 du code civil.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 1558 du code civil est complété par un paragraphe ainsi conçu :

« L'immeuble dotal pourra, avec la permission de justice, être donné à bail, en totalité ou en partie, pour une durée qui ne dépassera pas vingt-cinq ans. Il sera statué par le tribunal de première instance, sur rapport d'un juge, et le procureur de la République entendu en ses conclusions ».

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 2 avril 1932.

PAUL DOUMER.

Par le Président de la République :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice et du contrôle des administrations publiques,*

Paul REYNAUD.

## LOI modifiant l'article 49 du code civil relatif aux mentions apposées en marge des notes de l'état civil.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 49 du code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil devra avoir lieu en marge d'un acte déjà dressé ou transcrit, elle sera faite d'office.

« L'officier de l'état civil qui aura dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention effectuera cette mention, dans les trois jours, sur les registres qu'il détient et, si le double du registre où la mention doit être effectuée se trouve au greffe, il adressera un avis au procureur de la République de son arrondissement.

« Si l'acte en marge duquel doit être effectuée cette mention a été dressé ou transcrit dans une autre commune, l'avis sera adressé, dans le délai de trois jours, à l'officier de l'état civil de cette commune et celui-ci en avisera aussitôt, si le double du registre est au greffe, le procureur de la République de son arrondissement.

« Si l'acte en marge duquel une mention devra être effectuée a été dressé ou transcrit dans une colonie ou à l'étranger, l'officier de l'état civil qui a dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention en avisera, dans les trois jours, le ministre des colonies ou le ministre des affaires étrangères ».

La présente loi délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 mars 1932.

PAUL DOUMER.

Par le Président de la République :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice et du contrôle des administrations publiques,*

Paul REYNAUD.

*RECRUTEMENT de l'armée dans les colonies, pays de protectorat et territoires à mandat situés hors du bassin méditerranéen.*

LE MINISTRE DE LA GUERRE ET LE MINISTRE DES COLONIES,

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires à mandat situés hors du bassin méditerranéen, les maires ou administrateurs faisant fonctions de maire, établissent, chaque année, d'après les règles générales fixées par le chapitre 1<sup>er</sup> du titre II de la loi du 31 mars 1928, les tableaux de recensement des jeunes gens domiciliés ou résidant dans la commune ou dans la circonscription et appelés, par leur âge, à figurer sur ces tableaux.

ART. 2. — Ces jeunes gens sont examinés par un conseil de revision composé, suivant les règles tracées par l'article 18 de la loi du 31 mars 1928 et fonctionnant comme il est dit au chapitre II du titre II de ladite loi.

Le tableau n° 1 ci-annexé indique quels sont les conseils de revision chargés d'examiner la situation des jeunes gens inscrits sur les tableaux de recensement des colonies où il est impossible de constituer un conseil de revision. Ces jeunes gens ne sont pas convoqués devant le conseil et sont, par suite, classés « bons service armé ». Ils peuvent, toutefois, se faire visiter au lieu de leur résidence et, dans ce cas, le conseil de revision dont ils relèvent statue sur pièces.

Le registre matricule du recrutement est tenu par le bureau de recrutement du groupe de colonies ou, à défaut de bureau de recrutement, par les autorités militaires de la colonie où siège le conseil de revision.

ART. 3. — Doivent être ajournés à un nouvel examen les jeunes gens des contingents coloniaux dont la constitution a été jugée trop faible pour faire, en tout temps, campagne en Europe.

ART. 4. — Sauf pour les bénéficiaires des dispositions de l'article 5 ci-après, les appelés des contingents coloniaux sont astreints aux mêmes obligations de service actif que les appelés des contingents de la métropole. Ils effectuent leur service actif dans les corps français, à l'exclusion des corps indigènes, stationnés dans le groupe de colonies où ils résident.

ART. 5. — Sont dispensés de la présence effective sous les drapeaux en exécution des dispositions du deuxième alinéa de l'article 98 de la loi du 31 mars 1928 et sous les conditions spécifiées par cet article :

1<sup>o</sup> — Les jeunes gens domiciliés ou résidant dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires à mandat énumérés au tableau n° 2 ci-annexé ;

2<sup>o</sup> — Ceux domiciliés ou résidant dans une des colonies ou dans un des pays de protectorat non désignés audit tableau et dont le lieu de résidence régulière se trouve à plus de quatre jours de voyage de la garnison fixée pour l'incorporation. L'estimation de la durée de voyage est faite, pour chaque colonie ou pays de protectorat, d'entente avec le commandant supérieur des troupes, par le gouverneur général de la colonie ou par le gouverneur dans les colonies non rattachées à un gouvernement général.

Les jeunes gens dispensés de la présence effective sous les drapeaux reçoivent le livret individuel prévu par l'article 29 de la loi du 31 mars 1928.

Tout homme appartenant à l'une des deux catégories ci-dessus, qui, avant l'âge de trente ans, a, du fait de son changement de résidence, perdu le droit au bénéfice de la dispense de la présence effective sous les drapeaux, est incorporé dans le délai d'un mois à compter de la constatation de sa nouvelle situation. Il accomplit alors la durée du service imposé à sa classe d'âge.

Par contre, les hommes perdant le bénéfice de la dispense du service actif par suite de modification survenant avant qu'ils aient atteint l'âge de trente ans, dans l'ordre de stationnement des troupes françaises, accompliront seulement six mois de service actif dans le corps le plus voisin de leur résidence.

Les règles à suivre pour la justification par les intéressés de leurs droits au bénéfice de la dispense de la présence effective sous les drapeaux, sont indiquées à l'article 9 ci-après.

ART. 6. — En cas de mobilisation générale, les hommes dispensés de la présence effective sous les drapeaux en application du deuxième alinéa de l'article 98 de la loi du 31 mars 1928, et appartenant aux classes appelées ou rappelées sous les drapeaux sont incorporés dans la colonie la plus voisine pourvue de troupes françaises, à moins qu'ils n'aient reçu une affectation spéciale dans les conditions prévues par l'article 52 de la loi du 31 mars 1928 précitée.

ART. 7. — Les français et naturalisés français originaires d'une colonie qui résident dans la métropole ou dans une autre colonie au moment de la formation de leur classe sont visités de droit au lieu de leur résidence. Ils sont signalés par l'autorité militaire de leur colonie d'origine chargée de la tenue du registre matricule, au commandant du bureau de recrutement de leur résidence qui devra, par la suite, les affecter et leur adresser un ordre d'appel dans les conditions et sous les réserves indiquées à l'article 8 ci-après.

Les français et naturalisés français originaires d'une colonie qui résident à l'étranger, en Europe ou hors d'Europe à l'époque de la formation de leur classe sont visités dans les conditions prévues par l'instruction relative à la revision du contingent, pour les jeunes gens de la métropole résidant à l'étranger. Ils sont signalés par l'autorité militaire locale de leur



domicile au commandant du bureau de recrutement central de la Seine.

A l'égard des jeunes gens du contingent qui transportent leur résidence dans une colonie après avoir été recensés dans la métropole, il sera procédé comme le prévoit l'instruction relative à la revision du contingent.

ART. 8. — Les jeunes gens du contingent qui ont transporté leur résidence dans une colonie après avoir été inscrits sur les tableaux de recensement de la métropole ou d'une autre colonie sont incorporés dans la colonie où ils résident au moment de l'appel de leur fraction de classe, suivant les mêmes règles que les jeunes gens inscrits sur les tableaux de recensement de cette colonie. Ils bénéficient, le cas échéant, des mêmes dispenses du service actif.

Les jeunes gens originaires des colonies qui résident en France au moment de l'appel de leur fraction de classe sont incorporés dans un corps de la métropole pour y accomplir la durée du service légal.

Le bénéfice de la dispense du service actif ne peut leur être accordé.

Cette disposition n'est toutefois pas applicable à ceux des jeunes gens des colonies qui sont venus en France ou en Algérie pour y poursuivre leurs études et qui auraient été dispensés du service actif s'ils étaient restés dans leur résidence coloniale habituelle. Ces jeunes gens peuvent, sur leur demande et sans perdre le bénéfice de la dispense de la présence effective sous les drapeaux, être autorisés par le ministre de la guerre, sur avis conforme des gouverneurs des colonies, à continuer à séjourner en France ou en Algérie pour y achever leurs études. Ils sont tenus cependant de quitter la France ou l'Algérie avant l'âge de trente ans et de séjourner aux colonies jusqu'au passage de leur classe dans la deuxième réserve, faute de quoi ils seraient incorporés pour effectuer la durée du service actif légal.

Les formalités qu'ils ont à accomplir tant pour solliciter l'autorisation de séjour en France que pour justifier leur assiduité ou leur résidence aux colonies sont les mêmes que celles indiquées dans le présent arrêté pour les jeunes gens visés au quatrième alinéa de l'article 98 de la loi du 31 mars 1928.

ART. 9. — Les conditions dans lesquelles le bénéfice de la dispense de la présence effective sous les drapeaux est acquis aux jeunes gens originaires des colonies ou y résidant et celles dans lesquelles ils sont appelés à perdre ce bénéfice sont indiquées dans les articles 5, 8 et 11 du présent arrêté.

La justification par les intéressés de leurs droits à la dispense du service actif s'effectue comme il suit :

1<sup>o</sup> — Pour les français et naturalisés français résidant aux colonies et figurant sur les tableaux de recensement de leur colonie de résidence, l'inscription auxdits tableaux suffit, le cas échéant, pour établir leur droit à la dispense de la présence effective sous les drapeaux;

2<sup>o</sup> — Ceux qui sont inscrits sur les tableaux de recensement de la métropole ou d'une colonie autre que celle où ils résident au moment de l'appel de leur fraction de classe doivent signaler leur présence au gouverneur qui, par l'intermédiaire du commandant du bureau de recrutement local, adressera pour le 1<sup>er</sup> avril ou pour le 1<sup>er</sup> octobre, selon le cas, précédant l'incorporation un certificat du modèle n<sup>o</sup> 3 ci-annexé, au commandant du bureau de recrutement sur les registres matricules duquel est inscrit le jeune homme en cause.

Toutefois, toute recrue ayant omis de demander dans les délais fixés ci-dessus, le bénéfice de la dispense de la présence effective sous les drapeaux, est autorisée à réclamer ce bénéfice à la réception de son ordre d'appel.

Le commandant du bureau de recrutement de qui émane cet ordre l'annule sur l'avis conforme du commandant du bureau de recrutement de la colonie.

Il est rappelé à ce propos que, sauf l'exception prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article 8 ci-dessus, le bénéfice de la dispense du service actif ne peut être accordé aux jeunes gens des colonies qui résident en France au moment de l'appel de leur fraction de classe et il est précisé, d'autre part, que les sursitaires du contingent de la métropole ou d'une autre colonie, venus dans une colonie postérieurement à l'appel de leur fraction de classe d'âge sont également exclus dudit bénéfice;

3<sup>o</sup> — En ce qui concerne les jeunes gens des colonies venus en France pour y poursuivre leurs études, le bénéfice de la dispense du service actif leur est accordé par le ministre de la guerre dans les conditions et sous les réserves indiquées au dernier alinéa de l'article 8 ci-dessus.

ART. 10. — Par la suite, un certificat de résidence conforme au modèle n<sup>o</sup> 4 ci-annexé est adressé au commandant du bureau de recrutement dont relève leur résidence pour tous les hommes bénéficiaires de la dispense du service actif. Etabli par le gouverneur de la colonie, ce certificat est fourni le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, jusqu'à l'époque à laquelle les intéressés atteignent l'âge de trente ans ou jusqu'à leur passage dans la deuxième réserve pour ceux d'entre eux qui sont visés à l'avant-dernier alinéa de l'article 98 de la loi du 31 mars 1928 soit à l'avant-dernier alinéa de l'article 8 ci-dessus.

Les gouverneurs des colonies avisent sans retard et directement les commandants des bureaux de recrutement dont relève la colonie, du départ sans esprit de retour de tout français astreint à résider aux colonies.

Les dispositions des deux alinéas ci-dessus s'appliquent pendant un délai de cinq années à compter de leur arrivée à la colonie, aux réservistes ayant bénéficié des dispositions du deuxième alinéa de l'article 63 de la loi du 31 mars 1928.

ART. 11. — Les jeunes gens dispensés de la pré-

sence effective sous les drapeaux sont autorisés, sans perdre le bénéfice de la dispense, à faire en France, chaque année, pendant les périodes de résidence obligatoire aux colonies, des séjours calculés sur la base de trois mois par année de présence à la colonie, sans que, toutefois, la durée d'un séjour puisse en aucun cas dépasser un an et sous condition que la période de résidence outre-mer servant de base au calcul de la durée du séjour en France ait été accomplie sans interruption.

Ils sont tenus d'effectuer la déclaration de changement de résidence prévue à l'article 55 de la loi du 31 mars 1928 (1).

Des autorisations de séjourner en France pendant une durée supérieure à trois mois par an peuvent être accordées pour études aux bénéficiaires de la dispense de la présence effective sous les drapeaux sous les réserves indiquées au quatrième alinéa de l'article 98 de la loi du 31 mars 1928.

Les jeunes gens désireux d'obtenir cette autorisation adressent leur demande au ministre de la guerre (8<sup>e</sup> direction) par l'intermédiaire du gouverneur de la colonie où ils résident qui émet un avis et qui, après avoir reçu notification de la décision, en informe le bénéficiaire.

Cette décision est également notifiée, par le ministre, au commandant du bureau de recrutement dont relève l'homme dont il s'agit.

(1). — Visas à faire apposer sur le livret individuel :

- a) Visa au départ de la colonie;
- b) Visa dans le délai d'un mois après l'arrivée en France;
- c) Visa au retour dans la colonie.

Les certificats d'assiduité doivent être régulièrement et directement adressés par les intéressés aux commandants des bureaux de recrutement.

ART. 12. — Les dispensés de la présence effective sous les drapeaux bénéficiaires d'autorisation de séjours prolongés en France pour études qui viendraient à perdre leur dispense du service actif, soit pour défaut d'assiduité soit pour avoir transporté leur établissement en France avant la fin de leur période de résidence obligatoire aux colonies, sont incorporés dans le délai d'un mois à compter de la constatation de leur nouvelle situation. Ils accomplissent alors la durée du service imposé à leur classe d'âge.

Les hommes visés au deuxième alinéa de l'article 63 de la loi du 31 mars 1928 qui transporteraient leur établissement en France avant l'expiration de la période quinquennale de résidence obligatoire aux colonies sont incorporés dans les mêmes conditions pour effectuer les six mois de service restant à accomplir sur leur engagement conditionnel.

ART. 13. — Sont abrogés l'arrêté interministériel du 6 mars 1924, la circulaire du 30 décembre 1926 ainsi que toutes dispositions antérieures qui seraient contraires à celles du présent arrêté.

Fait à Paris, le 19 janvier 1933.

*Le ministre de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

*Le ministre des colonies,*  
Albert SARRAUT.

Article 2 de l'arrêté du  
19 janvier 1933

TABEAU N° 1

Siège des conseils de revision pour les colonies, pays de protectorat et territoires à mandat où il n'existe pas de troupes françaises et pour ceux où un conseil ne peut être régulièrement constitué.

SIÈGE DU CONSEIL DE REVISION	COLONIES DE RESIDENCE	OBSERVATIONS
Fort-de-France	Guyane, Saint-Pierre et Miquelon.	
Saint-Louis	Mauritanie.	
Bamako	Soudan.	
Konakry	Guinée.	
Abidjan	Côte d'Ivoire.	
Porto-Novo	Dahomey, Togo, Niger.	
Brazzaville	Gabon, Moyen-Congo, Oubangui-Chari-Tchad, Cameroun.	
Tananarive	Côte des Somalis, Mayotte, Comores et dépendances.	
Hanoï	Laos-Nord.	
Saïgon	Laos-Sud, Etablissements français de l'Inde.	
Nouméa	Archipel des Nouvelles-Hébrides.	
Papeete	Etablissements français de l'Océanie.	



Article 5 de l'arrêté du  
19 janvier 1933.

TABLEAU N° 2

Colonies, pays de protectorat et territoires à mandat où la résidence dispense de l'accomplissement du service actif.

GROUPES DE COLONIES	Colonies où la résidence dispense les français et naturalisés français de la présence effective sous les drapeaux.	OBSERVATIONS
Pacifique . . . . .	Iles du Pacifique autres que la Nouvelle-Calédonie (1), Tahiti et Moréa.	(1) Iles immédiates comprises.
Antilles . . . . .	Saint-Pierre et Miquelon, Iles de la mer des Antilles autres que Guadeloupe et Martinique.	
Afrique Oc. française . . . . .	Mauritanie, Soudan, Guinée, Côte d'Ivoire, Dahomey, Niger, Togo.	
Indochine . . . . .	Etablissements français de l'Inde.	
Afrique Equat. française . . . . .	Groupe de colonies tout entier, Cameroun.	
Afrique orientale . . . . .	Côte des Somalis, Mayotte, Comores et dépendances.	

COLONIE DE.....

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MODÈLE N° 3.

Article 9 de l'arrêté du  
19 janvier 1933.

## CERTIFICAT

*pour établir le droit au bénéfice de la dispense de la présence effective sous les drapeaux.*

(Article 98 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée)

(1) Nom et prénoms  
du jeune homme.

(2) Indiquer le texte  
en vertu duquel la dis-  
pense est acquise.

Nous soussigné, gouverneur de . . . . .  
sur la demande qui nous en a été faite par l'intéressé, certifions que :  
(1) . . . . .  
né le . . . . ., à . . . . .  
canton de . . . . ., département de . . . . .  
fils de . . . . ., et de . . . . .  
domiciliés à . . . . ., canton de . . . . .  
département de . . . . ., appelé par la loi sur le recrutement  
de l'armée à concourir à la formation de la classe . . . . .  
inscrit sur les registres matricules du bureau de recrutement de . . . . .  
a établi sa résidence à . . . . . le . . . . . 19 . . . . .  
et il n'a pas cessé d'y résider depuis lors.

Conformément aux dispositions de (2) . . . . . l'intéressé  
est dispensé de la présence effective sous les drapeaux.

Fait à . . . . ., le . . . . .

(Signature du gouverneur)

COLONIE DE.....

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MODÈLE N° 4

Article 10 de l'arrêté du  
19 janvier 1933.

## CERTIFICAT DE RÉSIDENCE

(Application des articles 63, deuxième alinéa; et 98 de la loi du 31 mars 1928, sur le recrutement de l'armée)

(1) Nom et prénoms  
du jeune homme.(2) Si l'intéressé sé-  
journe en France au  
moment de l'envoi du  
certificat, l'indiquer à  
cet endroit.

Nous soussigné, gouverneur de .....  
certifions que (1) .....  
né le ..... à .....  
canton de ..... département de .....  
appartenant à la classe ..... inscrit sur le registre matricule du bureau  
de recrutement de ..... numéro matricule au registre .....  
est en résidence régulière à (2) .....

Fait à ..... le .....

(Signature du gouverneur)

Retards dans le paiement des mandats n° 1401.  
originaires des colonies et dépassant 2.000 francs.

*CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE du 27 janvier 1933  
à messieurs les gouverneurs généraux, gouverneurs  
des colonies et commissaires de la République au  
Togo et au Cameroun.*

M. le ministre des postes et des télégraphes vient d'appeler mon attention sur les difficultés qui surviennent fréquemment à l'occasion du paiement des mandats ordinaires d'un montant supérieur à 2.000 francs émis par les bureaux de nos colonies.

En vue de parer à ces difficultés, l'administration métropolitaine, par un ordre de service du 19 février 1930, a prescrit aux agents préposés à l'émission de signaler aux envoyeurs de mandats ordinaires dépassant 2.000 francs la possibilité mise à leur disposition de faire acheminer par la voie aérienne les avis d'émission s'y rapportant, lorsqu'ils utilisent cette voie pour le transport des titres eux-mêmes.

Ces dispositions paraissant avoir été perdues de vue, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien les rappeler au personnel intéressé.

Je vous adresse, à toutes fins utiles, copie de l'ordre de service précité qui a, d'ailleurs, été inséré au bulletin officiel du ministère des postes et télégraphes (année 1930, N° 5).

Pour le ministre et p. o.

*Le directeur des affaires économiques :*  
Georges KELLER.

*EXTRAIT du bulletin officiel du ministère des postes,  
télégraphes et téléphones N° 5 de 1930.*

## ORDRE DE SERVICE

*du 19 février 1930 concernant l'acheminement des  
avis N° 1413 par la voie aérienne.*

Il arrive fréquemment que des correspondances contenant des mandats ordinaires d'un montant supérieur à 2.000 francs sont, sur la demande de l'expéditeur, acheminées par la voie aérienne, alors que les avis d'émission N° 1413 correspondants empruntent la voie aérienne. Il en résulte des retards dans le paiement et des réclamations du public.

Pour remédier à cette situation, il est recommandé aux préposés des guichets d'émission de se renseigner, toutes les fois qu'ils le jugeront opportun, sur le mode d'acheminement envisagé. Le cas échéant, ils feront connaître aux expéditeurs qui se proposent d'utiliser la voie aérienne les conditions de paiement des mandats supérieurs à 2.000 francs, en leur indiquant qu'ils ont la possibilité de faire acheminer l'avis N° 1413 par la même voie, moyennant le paiement de la surtaxe aérienne correspondant au parcours effectué (même tarif qu'une lettre ordinaire de même poids).

La question intéresse principalement les expéditeurs de mandats à destination de l'Algérie, Tunisie, du Maroc et de l'Afrique équatoriale française.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Annulation de peines disciplinaires

#### ARRETE N° 116.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

Vu l'urgence et sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulées les punitions disciplinaires infligées le 24 janvier 1933 par le commandant du cercle de Lomé aux nommés Michel JOHNSON et GARTHEY KOBINA pour infraction aux dispositions des paragraphes 22, 28 et 46 de l'article 2 de l'arrêté du 24 mai 1923 pris en exécution des prescriptions du décret susvisé du 24 mars 1923.

ART. 2. — Le présent arrêté ne sera enregistré et communiqué, partout où besoin sera, qu'après approbation en conseil d'administration.

Lomé, le 22 février 1933.

R. DE GUISE.

(Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 22 février 1933).

### Prime aux exportations de café

#### ARRETE N° 120 réglementant l'attribution des primes aux exportations de café.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 portant 1° — création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et Territoires sous mandat français. 2° — Etablissement d'une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglementant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 susvisée;

Vu l'arrêté du 20 février 1926 fixant dans le territoire du Togo les conditions de mise en vente, de circulation et d'exportation du café;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La prime à l'exportation des cafés du cru prévue par l'article 17 du décret susvisé du 31 mai 1931 est payée sur un compte spécial ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo.

ART. 2. — Pour bénéficier de la prime à l'exportation, le café devra répondre aux conditions définies par l'arrêté du 20 février 1926 susvisé.

ART. 3. — La prime sera mandatée à la demande des intéressés et sur présentation d'un certificat délivré par le service des douanes constatant que le café a bien été exporté et qu'il réunissait les conditions requises. Ces certificats seront annulés et joints aux mandats de paiement.

ART. 4. — Les commandants des cercles donneront toute la publicité nécessaire aux conditions du présent arrêté afin de permettre aux producteurs de tenir compte dans leur prix de vente de la valorisation du produit du fait de la prime payée à l'exportation.

Au cas où il serait constaté que le producteur ne bénéficie pas d'une majoration des prix de vente à l'intermédiaire, en rapport avec le taux des primes payées à l'exportation, l'application du présent arrêté pourra être suspendue.

ART. 5. — La prime visée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté est payable pour les cafés exportés du Territoire depuis le 4 avril 1931.

Elle est payable également pour les quantités de café du cru exportées sur la Métropole entre le 1<sup>er</sup> janvier 1931 et le 4 avril 1931 et soumises en France à leur entrée au paiement de la taxe spéciale instituée par l'article 8 de la loi du 31 mars 1931 susvisée, mais seulement sur présentation d'un certificat du service métropolitain des douanes constatant le paiement de la dite taxe.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1933.

R. DE GUISE.

### Communes-mixtes

#### ARRETE N° 114 complétant l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de fonctionnement, de constitution, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932, déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du 20 novembre 1932 est complété ainsi qu'il suit :

*Art. 37 A* — Les commissions municipales s'assemblent en session ordinaire deux fois par an : au commencement de mai et au commencement de novembre ; chaque session peut durer dix jours. Le Commissaire de la République prescrit la convocation extraordinaire de la commission municipale ou l'autorise, sur la demande de l'administrateur-maire, toutes les fois que les intérêts de la commune-mixte l'exigent.

La convocation peut également avoir lieu pour un objet spécial et déterminé, sur la demande du tiers des membres de la commission municipale adressée directement au Commissaire de la République, qui ne peut la refuser que par arrêté motivé.

*Art. 37 B* — La convocation se fait par écrit et à domicile.

Quand la commission municipale se réunit en session ordinaire, la convocation se fait cinq jours au moins avant celui de la réunion. Quand la commission municipale est convoquée extraordinairement, la convocation se fait trois jours au moins avant celui de la réunion. Elle contient l'indication des objets spéciaux et déterminés pour lesquels la commission doit s'assembler. Dans les sessions ordinaires, la commission peut s'occuper de toutes les matières qui rentrent dans ses attributions. En cas de réunion extraordinaire, elle ne peut s'occuper que des objets pour lesquels elle a été spécialement convoquée. En cas d'urgence, le Commissaire de la République peut abréger les délais de convocation.

*Art. 37 C* — La commission municipale ne peut délibérer que lorsque la majorité des membres en exercice assiste à la séance. Lorsque, après deux convocations successives à huit jours d'intervalle, dûment constatées, les membres de la commission municipale ne se sont pas réunis en nombre suffisant, la délibération prise après la troisième convocation est valable, quel que soit le nombre des membres présents.

*Art. 37 D* — Les membres siègent dans l'ordre fixé par l'arrêté de nomination pour le 1<sup>er</sup> degré et dans l'ordre du tableau pour les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degrés. Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages. Il est voté au scrutin secret toutes les fois où trois des membres présents le réclament.

*Art. 37 E* — L'administrateur-maire préside la commission municipale et a voix prépondérante en cas de partage. Les mêmes droits appartiennent à l'adjoint qui le remplace. Les fonctions de secrétaire sont rem-

plies par un des membres de la commission nommé au scrutin secret et à la majorité des membres présents. Le secrétaire est nommé pour chaque session.

*Art. 37 F* — Tout membre d'une commission municipale qui, sans motifs légitimes, a manqué à trois convocations consécutives peut être déclaré démissionnaire par le Commissaire de la République, sauf recours, dans les dix jours de la notification, devant le conseil du contentieux administratif.

*Art. 37 G* — Les membres d'une commission municipale ne peuvent prendre part aux délibérations relatives aux affaires dans lesquelles ils ont un intérêt, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires.

*Art. 37 H* — Les séances des commissions municipales ne sont pas publiques. Les délibérations, rédigées en français, sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le Commissaire de la République. Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, où mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer ; copie en est adressée au Commissaire de la République dans la huitaine. Tout habitant ou contribuable de la commune a le droit de demander communication sans déplacement et de prendre copie des délibérations de la commission municipale de sa commune-mixte.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1933.

R. DE GUISE.

### Taxe d'abatage

ARRETE N° 115 rapportant l'arrêté du 26 janvier 1933 et approuvant la délibération de la commission municipale instituant une taxe d'abatage.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo;

Vu le procès-verbal des délibérations de la commission municipale de Lomé dans sa session extraordinaire de janvier 1933;

Vu l'arrêté du 26 janvier 1933, approuvant la délibération de la commission municipale instituant une taxe d'abatage;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure rapporté l'arrêté susvisé du 26 janvier 1933.

ART. 2. — Est approuvée la délibération de la commission municipale de Lomé instituant une taxe d'abatage, en établissant les règles de perception et en fixant le taux ainsi qu'il suit à compter du 16 février 1933 :

Bœufs	gros (plus de 250 kgrs.)	30 frs.
	moyens (de 125 à 250 kgrs.)	20 frs.
	petits (moins de 125 kgrs.)	15 frs.
Porcs	gros (plus de 60 kgrs.)	12 frs.
	petits (moins de 60 kgrs.)	9 frs.
Chèvres et moutons		5 frs.
Cabris		2 frs.

ART. 3. — Est approuvée la perception faite du 1<sup>er</sup> janvier au 15 février 1933 inclus sur le taux en vigueur dans le Territoire en 1932.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1933.

R. DE GUISE.

#### Indemnité de fonctions

#### ARRETE N° 121.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 14 février 1933, créant au Togo un service de police et de sûreté;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité annuelle de fonctions allouée au chef du service de police et de sûreté du Togo est fixée à 2.400 francs.

ART. 2. — Cette indemnité est payable par douzième et par mois.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1933.

R. DE GUISE.

#### Caisse de Réserve

ARRETE N° 122 autorisant un prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, spécialement en son article 262;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un prélèvement de deux millions (2.000.000) de francs sera effectué sur l'avoir de la caisse de réserve du Territoire pour faire face à une insuffisance momentanée des recettes du budget local.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1933.

R. DE GUISE.

#### Rôles primitifs

PAR ARRÊTÉ DU 25 FÉVRIER 1933 :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs afférents à l'exercice 1933 détaillés ci-après.

N° DES RÔLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	MONTANT
17	Atakpamé	Impôt personnel — Catégorie ordinaire	441.210,00
18	Lomé C. M.	Impôt personnel 41.620 + 4.162	45.782,00
19	Lomé — Tsévié	—	226.680,00
20	Lomé — Bañlieue	—	210.360,00
21	Atakpamé	Impôt personnel — Catégorie supérieure	22.040,00
22	Lomé C. M.	Impôt personnel 22.540 + 2.254	24.794,00



N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION		MONTANT
23	Lomé C. M.	Impôt personnel	9.790 + 979.	10 769,00
24	Lomé — Tsévié	—	—	3.010,00
25	Lomé — Tsévié	—	—	110,00
26	Lomé — Banlieue	—	—	3.710,00
27	Lomé — Banlieue	—	—	220,00
Rachat des prestations.				
28	Atakpamé	—	—	417.510,00
29	Lomé C. M.	—	—	37.458,00
30	Lomé — Tsévié	—	—	204.012,00
31	Lomé — Banlieue	—	—	189.324,00
32	Atakpamé	—	—	5.184,00
33	Mango	—	—	696,00
34	Lomé C. M.	—	—	5.058,00
35	Lomé C. M.	—	—	1.512,00
36	Lomé — Tsévié	—	—	756,00
37	Lomé — Tsévié	—	—	18,00
38	Lomé — Banlieue	—	—	414,00
39	Lomé — Banlieue	—	—	36,00
Assistance médicale indigène				
40	Atakpamé	—	—	258.812,00
41	Lomé C. M.	—	—	24.972,00
42	Lomé — Tsévié	—	—	136.008,00
43	Lomé — Banlieue	—	—	126.216,00
44	Atakpamé	—	—	11.020,00
45	Lomé C. M.	—	—	11.270,00
46	Lomé C. M.	—	—	4.895,00
47	Lomé — Tsévié	—	—	1.505,00
48	Lomé — Tsévié	—	—	55,00
49	Lomé — Banlieue	—	—	1.855,00
50	Lomé — Banlieue	—	—	110,00
Taxe sur les armes perfectionnées				
51	Atakpamé	—	—	1.560,00
52	Anécho	—	—	400,00
53	Lomé C. M.	—	(indigène) 1.440 + 144	1.584,00
54	Lomé C. M.	—	(européen) 480 + 48	528,00
55	Lomé — Banlieue	—	—	160,00
Patentes				
		Principal	Centimes Additionnels	
56	Lomé — Tsévié	6.600	2.310	8.910,00
57	Lomé — Banlieue	6.400	2.240	8.640,00
Licences				
58	Atakpamé	22.000	11.000	33.000,00
59	Anécho	23.500	11.750	35.250,00
60	Lomé C. M.	3.900	1.950 + 390 (indigène)	6.240,00
61	Lomé C. M.	73.300	36.650 + 7.330 (européen)	117.280,00
62	Lomé — Tsévié	7.100	3.550	10.650,00
63	Lomé — Banlieue	9.700	4.850	14.550,00

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION		MONTANT
		Véhicules		
64	Atakpamé	—	29.500 8.850	38.350,00
65	Anécho	—	7.400 2.220	9.620,00
66	Lomé C. M.	—	45.700 13.710 + 4.570 (européen)	63.980,00
67	Lomé C. M.	—	3.300 990 + 330 (indigène)	4.620,00
68	Lomé — Tsévié	—	3.000 900	3.900,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 27 février 1933.

#### Congé de longue durée pour tuberculose

**ARRETE N° 141 modifiant l'arrêté du 5 novembre 1932 prévoyant pour le personnel des cadres locaux européens, l'octroi de congés de longue durée pour tuberculose.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1932 prévoyant pour le personnel des cadres locaux européens, l'octroi de congés de longue durée pour tuberculose;

Vu la dépêche ministérielle n° 57.450 A du 23 décembre 1932;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 18 de l'arrêté susvisé du 5 novembre 1932, est abrogé.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 février 1933.

R. DE GUISE.

#### Assesseurs près la cour d'assises

#### ARRETE N° 145.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1924, réorganisant le service judiciaire de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 8 août 1920 créant un tribunal de première instance à Lomé, Togo;

Vu la liste des notables susceptibles d'être désignés comme assesseurs près la cour d'assises du Togo, pour l'année 1933;

Sur la proposition du procureur général, chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Sont désignés pour former le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo, pour l'année 1933 :

M.M.	ABOILARD	46 ans.
	BARRERE	38 ans.
	BENET	38 ans.
	BILLET	38 ans.
	BRASSARD	37 ans.
	CATHELIN	40 ans.
	CODE	42 ans.
	COSTARRAMONE	46 ans.
	JAFFEUX	47 ans.
	MOAL	40 ans.
	NAGEOTTE	58 ans.
	ROBERT	53 ans.

**ART. 2.** — Le procureur général, chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 4 mars 1933.

R. DE GUISE.

Par le Commissaire de la République :

*Le procureur général,  
chef du service judiciaire de l'A.O.F.*

LANES.

#### Cour d'assises du Togo

#### ARRETE N° 146.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1924, portant réorganisation de la justice française en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 8 août 1920, créant un tribunal de première instance à Lomé, Togo;

Sur la proposition du procureur général, chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. PEYROTTE, receveur de l'enregistrement est nommé membre fonctionnaire de la cour d'assises du Togo, pour l'année 1933.

ART. 2. — Le procureur général chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 4 mars 1933.

R. DE GUISE.

Par le Commissaire de la République :

*Le procureur général,  
chef du service judiciaire de l'A.O.F.*

LANES.

### Cadre supérieur de la police

ARRETE N° 157 organisant le cadre supérieur de la police.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 juillet 1897, sur les déplacements et les passages du personnel colonial, ensemble tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905 et la circulaire ministérielle du 29 février 1909 relative à la procédure des conseils d'enquête;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et accessoires de solde du personnel colonial, ensemble tous actes modificatifs subséquents, et notamment le décret du 11 septembre 1920;

Vu la loi du 30 janvier 1923 réservant dans des conditions spéciales des emplois, aux anciens militaires pensionnés pour infirmités de guerre;

Vu le décret du 13 juillet 1923 réservant des emplois aux anciens militaires pensionnés pour infirmités de guerre;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1932 prévoyant, au bénéfice des agents des cadres locaux européens du Togo, l'octroi de congés de longue durée pour tuberculose;

Vu l'arrêté du 14 février 1933, créant un service de police et de sûreté;

## ARRETE :

### TITRE PREMIER

#### CONSTITUTION DU CADRE

ARTICLE PREMIER. — Le cadre supérieur de la police du territoire du Togo comprend des commissaires et des inspecteurs.

ART. 2. — La hiérarchie, le traitement et le classement au point de vue des passages et des indemnités du personnel du cadre supérieur de la police sont fixés conformément aux indications du tableau ci-dessous :

GRADES	SOLDES	CATÉGORIE
Commissaire principal 1 <sup>re</sup> classe	30.000	2 <sup>e</sup>
Commissaire principal 2 <sup>e</sup> classe	26.000	
Inspecteur principal 1 <sup>re</sup> classe	23.500	2 <sup>e</sup>
Inspecteur principal 2 <sup>e</sup> classe	21.500	3 <sup>e</sup>
Inspecteur principal 3 <sup>e</sup> classe	18.500	
Commissaire 1 <sup>re</sup> classe	23.000	2 <sup>e</sup>
Commissaire 2 <sup>e</sup> classe	21.000	3 <sup>e</sup>
Commissaire 3 <sup>e</sup> classe	19.000	
Inspecteur 1 <sup>re</sup> classe	17.500	3 <sup>e</sup>
Inspecteur 2 <sup>e</sup> classe	16.500	
Inspecteur 3 <sup>e</sup> classe	14.500	
Commissaire adjoint 1 <sup>re</sup> classe	17.500	3 <sup>e</sup>
Commissaire adjoint 2 <sup>e</sup> classe	16.500	
Commissaire adjoint 3 <sup>e</sup> classe	14.500	
Inspecteur adjoint 1 <sup>re</sup> classe	13.500	3 <sup>e</sup>
Inspecteur adjoint 2 <sup>e</sup> classe	12.500	
Inspecteur adjoint 3 <sup>e</sup> classe	11.500	
Inspecteur stagiaire	10.500	

Ces fonctionnaires perçoivent, en outre, le cas échéant, un supplément colonial dont la quotité et les conditions d'attribution sont fixés par les règlements sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial.

## TITRE II

### RECRUTEMENT

#### A — Personnel régulier

ART. 3. — Tout candidat à un emploi dans le cadre supérieur de la police doit satisfaire aux conditions générales suivantes :

1<sup>o</sup> — Etre citoyen français.

2<sup>o</sup> — Produire un certificat de bonne vie et mœurs de moins de trois mois de date.

3<sup>o</sup> — Produire un extrait du casier judiciaire ne comportant aucune condamnation et ayant moins de trois mois de date.

4<sup>o</sup> — Avoir satisfait aux obligations militaires.

5<sup>o</sup> — Justifier de l'aptitude physique au service colonial par certificat de visite et contre-visite délivré par des médecins militaires. Ce certificat doit également constater que le candidat est d'une constitution robuste permettant un service actif de jour et de nuit.

6<sup>o</sup> — Etre âgé de 21 ans au moins et pouvoir prétendre, au plus tard à 60 ans, à une pension d'ancienneté.

ART. 4. — Les emplois de commissaire-adjoint de 3<sup>e</sup> classe sont réservés :

1<sup>o</sup> — Pour un quart aux commissaires de police de la métropole et de l'Afrique occidentale française, démissionnaires de leur emploi pour servir au Togo (à défaut de ces candidats, le tour n'est pas réservé).

2<sup>o</sup> — Pour les trois autres quarts aux inspecteurs-adjoints.

ART. 5. — Les inspecteurs stagiaires sont recrutés :

1<sup>o</sup> — Parmi les inspecteurs du service de la sûreté générale de la métropole, les inspecteurs de la police judiciaire à Paris, les inspecteurs de police de l'Afrique occidentale française, démissionnaires de leur emploi pour servir au Togo.

2<sup>o</sup> — Parmi les candidats qui ont subi avec succès les épreuves d'un concours ou d'un examen dont le programme et les modalités sont fixés par arrêté du Commissaire de la République.

3<sup>o</sup> — Parmi les militaires des armées de terre et mer réformés n<sup>o</sup> 1 ou retraités par suite d'infirmités résultant de blessures ou de maladies contractées devant l'ennemi au cours de la guerre 1914-1919 dans les conditions déterminées par la loi du 30 janvier 1923 et le décret du 12 juillet 1923.

4<sup>o</sup> — Parmi les militaires anciens sous-officiers comptant au moins six années de services militaires dont quatre accomplies en qualité de sous-officiers et classés par les soins du ministre des pensions conformément aux dispositions de la loi sur le recrutement de l'armée.

Le quart des emplois est réservé aux candidats énumérés aux paragraphes 3 et 4 (à défaut de ces candidats, le tour n'est pas réservé).

#### B. — Personnel en service détaché

ART. 6. — Les commissaires de police de la métropole, les inspecteurs de la sûreté générale de la métropole, les inspecteurs de la police judiciaire à Paris, les commissaires et inspecteurs du cadre commun supérieur de la police de l'Afrique occidentale, régulièrement détachés de leur cadre d'origine, prennent rang dans le cadre local à la classe correspondant à leur traitement métropolitain ou de présence, ou, à défaut de concordance, à la catégorie de traitement immédiatement supérieure.

Ils bénéficient dans le grade d'une ancienneté égale à celle qu'ils avaient dans leur cadre d'origine au moment de leur classement.

ART. 7. — Les commissaires et inspecteurs de police détachés au Togo ne peuvent être classés qu'à un emploi correspondant à celui de leur administration d'origine : en aucun cas un inspecteur ne peut être admis, par concordance de traitement, à un emploi de commissaire de police et inversement.

ART. 8. — Pendant toute la durée de leur détachement, les fonctionnaires métropolitains et ceux du

cadre commun supérieur de la police de l'Afrique occidentale sont soumis au point de vue de l'avancement colonial et de la discipline aux mêmes dispositions que les agents réguliers du cadre local. Les règlements sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial leur sont également applicables.

### TITRE III

#### STAGE — AVANCEMENT.

##### 1<sup>o</sup> — Stage.

ART. 9. — Tout candidat recruté directement avec le grade de commissaire-adjoint, doit accomplir une année de stage avec présence effective comptant du jour de son arrivée à Lomé et à l'expiration de laquelle il est, par décision du Commissaire de la République et après avis du chef du service de police et de sûreté :

a) Soit titularisé.

b) Soit licencié.

c) Soit soumis à une nouvelle période de stage d'un an, à l'expiration de laquelle il est définitivement titularisé ou licencié.

Le licenciement peut être également prononcé en cours de stage pour faute grave, indiscipline, incapacité professionnelle ou inaptitude physique. Les commissaires-adjoints licenciés pour ce dernier motif en cours ou en fin de stage, peuvent recevoir une indemnité dans les conditions prévues par le règlement sur la solde.

Le temps de stage ne compte pour l'avancement que jusqu'à concurrence d'une année.

Les inspecteurs stagiaires sont nommés inspecteurs-adjoints après avoir subi un stage dans les mêmes conditions de durée et suivant les mêmes modalités.

Le temps de stage accompli dans l'emploi d'inspecteur stagiaire, ne compte pas pour l'avancement.

##### 2<sup>o</sup> — Avancement.

ART. 10. — Tout fonctionnaire du cadre supérieur de la police ne peut bénéficier que d'un avancement l'élevant à la catégorie de traitement immédiatement supérieure.

Les avancements sont conférés par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 11. — Aucun fonctionnaire du cadre supérieur de la police ne peut bénéficier d'un avancement s'il n'a été, au préalable, inscrit au tableau d'avancement dressé par la commission prévue à l'article 13 ci-dessous et s'il ne compte deux années d'ancienneté dont une de séjour au territoire, dans sa classe.

ART. 12. — Les dispositions de l'article ci-dessus ne s'appliquent pas aux promotions aux grades de commissaire et de commissaire-adjoint.

Seuls peuvent être promus commissaires de 3<sup>e</sup> classe les inspecteurs de 1<sup>re</sup> classe et commissaires-adjoints

de 1<sup>re</sup> classe qui ont satisfait aux épreuves d'un examen professionnel dont le programme et les modalités sont fixés par arrêté du Commissaire de la République. Ils ne peuvent le subir plus de trois fois; à la suite du troisième échec, les commissaires-adjoints sont versés à concordance de solde dans les emplois d'inspecteurs et ne sont plus admis, en cette dernière qualité, à subir à nouveau les épreuves.

Les inspecteurs ne peuvent prétendre à plus du tiers des emplois vacants de commissaires.

Seuls peuvent être promus commissaires-adjoints de 3<sup>e</sup> classe, les inspecteurs-adjoints de 1<sup>re</sup> classe qui ont satisfait aux épreuves d'un examen professionnel dont le programme et les modalités sont fixés par arrêtés du Commissaire de la République.

ART. 13. — La commission de classement du personnel de la police est composée comme suit :

*Président* : Un administrateur en chef des colonies;

*Membres* : Le procureur de la République près le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé;

Le chef du cabinet du Commissaire de la République;

Le chef du service de police et de sûreté;

Deux représentants du cadre supérieur de la police, désignés par le Commissaire de la République ou à défaut, deux fonctionnaires d'un cadre régulier.

Ces représentants ou les fonctionnaires de même assimilation, appelés à les suppléer, doivent être choisis, autant que possible parmi les agents du grade le plus élevé : ils ne prennent pas part aux discussions concernant les candidats de grade égal ou supérieur au leur : ils continuent néanmoins à assister aux délibérations.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

#### TITRE IV

##### DISCIPLINE.

ART. 14. — Les peines disciplinaires applicables au personnel du cadre supérieur de la police sont les suivantes et dans l'ordre croissant :

La réprimande,

Le blâme avec inscription au dossier,

La radiation du tableau d'avancement,

La rétrogradation d'une ou plusieurs classes,

La rétrogradation de grade,

Le retrait temporaire d'emploi,

La révocation.

ART. 15. — La réprimande est infligée par le chef du service.

Il est rendu compte de cette peine avec un exposé des circonstances qui l'ont motivée au Commissaire de la République qui conserve le droit de l'annuler pour poursuivre l'application d'une peine plus forte.

Le blâme, la radiation du tableau d'avancement, la rétrogradation, le retrait temporaire d'emploi, la révocation sont prononcés par arrêté du Commissaire

de la République, après avis d'un conseil d'enquête et sur le vu d'un rapport motivé du chef du service.

Aucune peine disciplinaire ne peut être infligée à un agent du personnel du cadre supérieur de la police sans qu'il ait été appelé à produire des justifications et à prendre préalablement connaissance de son dossier intégral.

ART. 16. — Le conseil d'enquête appelé à donner son avis sur les peines qui peuvent être infligées est constitué comme suit :

*Président* : Un administrateur en chef des colonies;

*Membres* : Le procureur de la République près le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé;

Un administrateur des colonies;

Deux commissaires de police plus anciens que le fonctionnaire en cause, ou à défaut, deux fonctionnaires d'un cadre régulier ayant une assimilation, basée sur la solde de présence, supérieure à celle de l'intéressé.

Si l'agent incriminé possède le grade d'inspecteur-adjoint, d'inspecteur ou d'inspecteur principal, un agent de même dénomination et ayant une ancienneté ou un grade supérieur à celui du fonctionnaire en cause pourra remplacer un des commissaires prévus à l'alinéa ci-dessus.

ART. 17. — Les peines disciplinaires prévues par l'article 14, ainsi que les dispositions des articles 15 et 16 sont applicables au personnel détaché. Elles n'atteignent toutefois sa situation que dans le cadre local.

Le retrait temporaire d'emploi et la révocation dans le Territoire ont pour conséquence la remise d'office du fonctionnaire, par mesure disciplinaire, à la disposition de son administration d'origine.

#### TITRE V

##### SERMENT.

ART. 18. — Les agents du cadre supérieur de la police prêtent serment devant le Commissaire de la République ou son délégué.

##### HONORARIAT.

ART. 19. — L'honorariat du grade peut être conféré après avis de la commission de classement par arrêté du Commissaire de la République aux agents du personnel du cadre supérieur de la police retraités, démissionnaires ou licenciés pour raisons de santé.

#### TITRE VI

##### UNIFORME.

ART. 20. — L'uniforme des commissaires du cadre supérieur de la police du territoire du Togo est fixé ainsi qu'il suit :



1<sup>o</sup> — *Tenues de cérémonie en drap.* — Tunique en drap noir du modèle des officiers d'infanterie coloniale, avec boutons argentés timbrés au faisceau de licteur (javelot). Parements des manches et collet à trois rangs de broderies avec baguette en argent pour les commissaires principaux, deux rangs avec baguette pour les commissaires, un rang avec baguette pour les commissaires-adjoints.

Les commissaires principaux portent, en outre, les pattes d'épaules brodées.

Pantalou en drap noir uni.

Pélerine à capuchon.

Képi souple en drap noir, avec baguette, trois rangs de broderie et trois galons montants en argent pour les commissaires principaux; baguette deux rangs de broderie et deux galons montants pour les commissaires; baguette un rang de broderies et un galon montant pour les commissaires-adjoints.

Fausse jugulaire en argent pour toutes les catégories.

Casque blanc — modèle de l'armée — avec écusson au faisceau de licteur (javelot) en métal argenté, de six centimètres de hauteur et quatre centimètres de largeur. Jugulaire en cuir verni soutaché d'argent.

Epée du modèle général des commissaires de police de France, avec le faisceau de licteur sur la coquille de la garde argentée, fourreau en cuir noir.

Ceinturon et révolver réglementaires des commissaires de police de France.

Echarpe tricolore avec gland à petites torsades en argent pour les commissaires principaux et les commissaires; avec gland de soie bleue pour les commissaires-adjoints.

En grande tenue de service, l'écharpe est portée en ceinture sur la tunique.

2<sup>o</sup> — *Petite tenue.* — Vareuse noire à col droit ou rabattu à sept boutons d'uniforme et portant sur appliques et parements mobiles, les attributs de collet et de manches du grade. Képi ou casque du modèle réglementaire.

3<sup>o</sup> — *Tenues en toile.* — Effets de toile blanche ou kaki de même forme que ceux en drap avec, sur appliques et parements mobiles, les attributs de collet et de manches du grade.

ART. 21. — L'uniforme des inspecteurs du cadre supérieur de la police du territoire du Togo est fixé comme suit :

1<sup>o</sup> — *Tenue de cérémonie en drap.* — Tunique en drap noir du modèle des officiers d'infanterie coloniale, avec boutons argentés timbrés au faisceau de licteur (javelot). Au col, insigne du bouton d'uniforme, brodé en argent sur écusson de drap noir et sur les manches trois galons à lézarde en argent de dix millimètres de largeur, circulaires, surmontés d'une soutache du même métal formant boucle pour les inspecteurs principaux, deux galons pour les inspecteurs et un galon pour les inspecteurs-adjoints.

Pantalon en drap noir.

Pélerine à capuchon.

Képi souple en drap noir, avec baguette trois galons en argent à lézarde de dix millimètres et trois galons montants pour les inspecteurs principaux; deux galons à lézarde et deux galons montants pour les inspecteurs; un galon à lézarde et un galon montant pour les inspecteurs-adjoints.

Fausse jugulaire en argent pour toutes les catégories.

Casque blanc (modèle de l'armée) avec écusson au faisceau de licteur (javelot) en métal argenté de six centimètres de hauteur et quatre centimètres de largeur.

Jugulaire en cuir verni soutaché d'argent.

Ceinturon en cuir verni et révolver du modèle de l'armée.

2<sup>o</sup> — *Petite tenue.* — Vareuse noire à col droit ou rabattu à sept boutons d'uniforme et portant sur appliques et parements mobiles les attributs de collet et de manches du grade.

Képi ou casque du modèle réglementaire.

3<sup>o</sup> — *Tenue en toile.* — Effets de toile blanche ou kaki de même forme que ceux en drap avec sur appliques et parements mobiles, les attributs de col et de manches du grade.

ART. 22. — Pendant les heures de service et dans l'exercice public de leurs fonctions, le port de l'uniforme est obligatoire pour tous les fonctionnaires du cadre. Toutefois, en cas de mission spéciale, ils peuvent en être dispensés par le chef du service.

L'habillement et l'armement sont à la charge de ces fonctionnaires qui recevront une première mise d'équipement dont le taux sera fixé ultérieurement.

ART. 23. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1933.

R. DE GUISE.

#### Cadre subalterne de la police

ARRETE N° 158 créant le cadre subalterne de la police.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 23 juin 1928 réglant le statut du personnel des cadres indigènes du Togo;

Vu l'arrêté du 14 février 1933, créant un service de police et de sûreté;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cadre subalterne de la police comprend :

- 1<sup>o</sup> — Des inspecteurs auxiliaires de police.
- 2<sup>o</sup> — Des sergents chefs, sergents, caporaux chefs, caporaux, agents de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classe et agents stagiaires.

## TITRE PREMIER

### INSPECTEURS AUXILIAIRES.

#### A — Constitution du cadre.

ART. 2. — La hiérarchie, le traitement et le classement de ce personnel sont fixés conformément au tableau ci-dessous :

GRADES	TRETEMENTS	CLASSEMENT
Inspecteur auxil. ppal 1 <sup>re</sup> classe	14.500	Cadre supérieur local indigène de l'arrêté du 23 juin 1928.
Inspecteur auxil. ppal 2 <sup>e</sup> classe	13.900	
Inspecteur auxil. ppal 3 <sup>e</sup> classe	13.000	
Inspecteur auxil. ppal 4 <sup>e</sup> classe	12.500	
Inspecteur auxil. ppal 5 <sup>e</sup> classe	12.000	
Inspecteur auxil. ppal 6 <sup>e</sup> classe	11.000	
Inspecteur auxiliaire 1 <sup>re</sup> classe	10.000	
Inspecteur auxiliaire 2 <sup>e</sup> classe	9.000	
Inspecteur auxiliaire 3 <sup>e</sup> classe	8.000	
Inspecteur auxiliaire 4 <sup>e</sup> classe	7.000	
Inspecteur auxiliaire 5 <sup>e</sup> classe	6.000	
Inspecteur auxiliaire 6 <sup>e</sup> classe	5.000	
Inspecteur auxiliaire 7 <sup>e</sup> classe	4.000	
Inspecteur auxiliaire 8 <sup>e</sup> classe	3.600	

Les fonctionnaires de ce cadre perçoivent, en outre, le cas échéant les suppléments et indemnités alloués aux fonctionnaires des cadres locaux indigènes.

#### B — Recrutement.

ART. 3. — Nul ne peut être admis dans le cadre subalterne de la police s'il n'a satisfait aux épreuves d'un concours dont le programme et les modalités sont fixés ci-dessous.

ART. 4. — Nul ne peut être autorisé à subir les épreuves du concours s'il ne réunit les conditions suivantes :

- 1<sup>o</sup> — Etre français ou originaire du territoire du Togo sous mandat français.
- 2<sup>o</sup> — Etre âgé de 18 ans au moins et de 30 ans au plus.
- 3<sup>o</sup> — Produire un certificat de bonne vie et mœurs de moins de trois mois de date.
- 4<sup>o</sup> — Produire un extrait méant de casier judiciaire ou un certificat administratif de l'administrateur commandant le cercle du lieu de résidence ayant moins de trois mois de date.
- 5<sup>o</sup> — Produire un certificat médical délivré par un médecin de l'administration constatant que le candidat est de constitution robuste et capable d'assurer un service actif de jour et nuit.

6<sup>o</sup> — Etre titulaire du certificat de fin d'études complémentaires.

ART. 5. — Sous réserve des dérogations énumérées aux articles 6 et 7 ci-après, les conditions de nomination, de stage, d'avancement, les congés et permissions, la discipline des agents du cadre subalterne de la police sont celles fixées par l'arrêté susvisé du 23 juin 1928.

Ils prêtent serment devant le Commissaire de la République ou son délégué.

ART. 6. — Les agents provenant d'autres cadres et qui ont subi avec succès les épreuves du concours sont soumis à un nouveau stage d'une année à l'expiration duquel ils sont soit titularisés, soit reversés dans leur cadre d'origine.

S'ils sont titularisés, ils prennent rang à la classe correspondant à l'échelon de solde dont ils bénéficient dans leur cadre d'origine ou, à défaut, de concordance, à l'échelon de solde immédiatement supérieur.

ART. 7. — Le chef du service de police et sûreté est membre de la commission d'avancement des agents du cadre subalterne de la police.

#### C — Concours.

ART. 8. — Lorsque les besoins du service l'exigent, le recrutement des inspecteurs auxiliaires est assuré par un concours qui comporte :

- 1<sup>o</sup> — L'autobiographie du candidat qui précisera notamment les différentes études qu'il a faites et les emplois qu'il a occupés.
- 2<sup>o</sup> — Une dictée du programme du certificat de fin d'études complémentaires.
- 3<sup>o</sup> — Rédaction d'un rapport.
- 4<sup>o</sup> — Une page d'écriture et un tableau tracé à l'aide d'une règle.
- 5<sup>o</sup> — Une question sur l'histoire et la géographie de l'Afrique occidentale française et du Togo.
- 6<sup>o</sup> — Une question sur l'organisation administrative du Togo.
- 7<sup>o</sup> — Une épreuve d'athlétisme.

Les temps accordés pour chaque épreuve et les coefficients applicables sont les suivants :

1 <sup>re</sup> épreuve	1 h. 1/2	3
2 <sup>e</sup> épreuve	1/2 h.	2
3 <sup>e</sup> épreuve	2 h.	5
4 <sup>e</sup> épreuve	1 h.	2
5 <sup>e</sup> épreuve	1 h. 1/2	3
6 <sup>e</sup> épreuve	2 h.	2
7 <sup>e</sup> épreuve	1/4 h.	3

Les épreuves sont cotées de 0 à 20. Toute note inférieure à 6 est éliminatoire. Pour être déclarés admis les candidats doivent obtenir au moins 200 points.

ART. 9. — Les épreuves écrites sont surveillées par une commission nommée par le Commissaire de la République et composée d'au moins trois membres.

ART. 10. — Ces épreuves sont corrigées par une commission composée de la façon suivante :

Le chef du bureau des affaires

politiques.

*Président*

Le chef du service de police et de sûreté.

Le chef du bureau du personnel.

Deux instituteurs du service de l'enseignement désignés par le Commissaire de la République.

L'épreuve d'athlétisme est subie devant la commission de correction des épreuves qui s'adjoint un moniteur d'éducation physique désigné par le Commissaire de la République.

ART. 11. — Les sujets des compositions sont choisis et arrêtés par le Commissaire de la République.

Ils sont placés sous enveloppes scellées portant l'indication de l'examen et de l'épreuve.

Au début de la première séance, la commission de surveillance vérifie l'intégrité du pli qui lui est remis par le président et celle de chacune des enveloppes renfermant les sujets des compositions.

Au début des séances suivantes la commission de surveillance vérifie l'intégrité de l'enveloppe contenant les sujets de l'épreuve à subir.

Les candidats doivent établir leurs compositions avec leurs moyens propres, sans le secours d'aucune documentation et sans aide d'aucune sorte. Toute contravention à ces dispositions entraîne l'exclusion immédiate du candidat.

Aussitôt que possible après la dernière épreuve de l'examen, le président de la commission remet au Commissaire de la République et sous scellés, un pli portant l'indication de l'examen et du centre d'examen et contenant :

1° — Le procès-verbal de la commission et les procès-verbaux des séances;

2° — Sous plis scellés portant indication des épreuves qu'ils concernent, les compositions qui ne doivent porter aucune indication qu'une devise choisie par chacun des candidats;

3° — Sous enveloppe scellée, les noms des candidats et la devise choisie par chacun d'eux.

ART. 12. — Les épreuves sont subies et corrigées à Lomé. Le procès-verbal de la commission de correction mentionne son avis au sujet de l'admission des candidats qui est prononcée par le Commissaire de la République.

La liste des candidats admis est publiée au journal officiel.

#### D — Uniforme.

ART. 13. — L'uniforme des agents du cadre subalterne de la police est fixé ainsi qu'il suit :

*Tenue en drap.* — Vareuse de drap noir du modèle des sous-officiers d'infanterie coloniale à col droit ou rabattu à sept boutons argentés portant en relief les mots « police Togo », et portant :

1° — Au col, des écussons sur drap noir au faisceau de licteur (javelot) en métal argenté ou brodés argent.

2° — Des parements de manches sur drap noir, à deux rangs de deux galons en argent de cinq millimètres entrelacés pour les inspecteurs auxiliaires principaux, à un seul rang pour les inspecteurs auxiliaires.

Pantalon uni.

Pélerine à capuchon.

Képi souple en drap noir reproduisant les insignes des parements de manches et un galon montant. Jugulaire en cuir noir verni. Casque blanc ou kaki, modèle de l'armée, avec écusson au faisceau de licteur (javelot) en métal argenté de six centimètres de hauteur et quatre centimètres de largeur. Jugulaire en cuir noir verni.

Ceinturon en cuir noir verni et revolver du modèle de l'armée.

*Tenue en toile.* — Effets de toile blanche ou kaki de même forme que ceux en drap avec, sur appliques et parements mobiles, les attributs du col et des manches du grade.

La tenue en drap est facultative.

ART. 14. — Pendant les heures de service et dans l'exercice public de leurs fonctions, le port de l'uniforme est obligatoire pour tous les fonctionnaires du cadre. Toutefois, en cas de mission spéciale, ils peuvent en être dispensés par le chef du service.

L'habillement est à la charge de ces fonctionnaires qui percevront une indemnité mensuelle de vingt frs. et recevront, en outre, une première mise d'équipement dont le taux sera fixé ultérieurement.

L'armement est fourni par le Territoire.

## TITRE II

SERGEANTS CHEFS, SERGENTS, CAPORAUX CHEFS, CAPORAUX, ET AGENTS.

ART. 15. — Les sergents chefs, sergents, caporaux chefs, caporaux et agents sont choisis parmi les agents des forces de police et mis, par décision du Commissaire de la République, à la disposition du chef du service de police et de sûreté qui les répartit suivant les nécessités du service.

ART. 16. — Les conditions d'avancement, la discipline, la solde et les accessoires de solde, l'armement, l'habillement, l'équipement de ces agents sont ceux fixés pour les agents des forces de police.

Toutefois, les insignes des agents de la police sont les suivants :

1° — Sur la chéchia écusson métal blanc au faisceau de licteur (javelot) de six centimètres de haut et quatre centimètres de large.

2° — A la veste sept boutons métal blanc portant en relief les mots « police Togo ».

3° — Au col une ganse noire de quinze millimètres de large et deux écussons au faisceau de licteur (jaye-lot) en métal blanc.

4° — Pour les sous-officiers, 3 et 2 galons d'argent sur fond noir; pour les caporaux chefs, caporaux et agents de 1<sup>re</sup> classe, 3, 2 et 1 galon de laine jonquille sur fond noir; pour les agents de 2<sup>e</sup> classe et stagiaires une ganse circulaire noire de quinze millimètres de large.

5° — Une ganse noire de quinze millimètres de largeur sur la couture extérieure du pantalon.

ART. 17. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1933.

R. DE GUISE.

#### Emplois dans le cadre supérieur de la police

*ARRETE N° 159 fixant les modalités et le programme des examens et concours pour les emplois dans le cadre supérieur de la police du territoire du Togo.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 27 mai 1928, relatif aux examens et concours dont les épreuves sont subies dans la Métropole;

Vu l'arrêté du 14 février 1933, créant le service de police et de sûreté;

Vu l'arrêté du 11 mars 1933, organisant le cadre supérieur de la police;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le programme et les modalités des examens et concours prévus pour l'admission à différents emplois dans les cadres de la police du Togo sont fixés ainsi qu'il suit :

##### I — Pour l'emploi d'inspecteur stagiaire.

Lorsque les besoins du service l'exigent le recrutement des inspecteurs stagiaires est assuré, suivant le nombre des emplois vacants et le nombre des candidatures, par examen ou par concours.

L'examen individuel ou le concours pour l'emploi d'inspecteur stagiaire comporte :

1° — l'autobiographie du candidat qui précisera notamment les études qu'il a faites et les divers emplois qu'il a occupés,

2° — une dictée du programme du brevet élémentaire,

3° — la rédaction d'un rapport,

4° — une question de droit pénal ou d'instruction criminelle (notions élémentaires),

5° — une question de droit administratif (notions élémentaires),

6° — une question d'ordre général sur l'histoire et sur la géographie de la France, des colonies françaises d'Afrique et du territoire du Togo,

7° — une question sur l'organisation administrative coloniale et en particulier sur l'organisation politique et administrative du territoire du Togo.

Le temps accordé pour chaque épreuve et les coefficients applicables sont les suivants :

1<sup>re</sup> épreuve 1 h. 1/2 3

2<sup>e</sup> épreuve 1/2 h. 2

3<sup>e</sup> épreuve 2 h. 5

4<sup>e</sup> épreuve 1 h. 5

5<sup>e</sup> épreuve 1 h. 5

6<sup>e</sup> épreuve 1 h. 1/2 3

7<sup>e</sup> épreuve 2 h. 3

Les épreuves sont cotées de 0 à 20.

Toute note inférieure à 7/20 est éliminatoire.

Pour être déclarés admis les candidats doivent obtenir au moins 300 points.

##### II — Pour l'emploi de commissaire-adjoint.

Les inspecteurs-adjoints, autorisés à subir l'examen professionnel prévu par l'article 12 de l'arrêté du 11 mars 1933 doivent satisfaire aux épreuves suivantes :

1° — une rédaction sur un sujet ne comportant que des connaissances générales,

2° — la rédaction d'une procédure,

3° — la rédaction d'un rapport,

4° — une question sur le droit pénal,

5° — une question sur le code d'instruction criminelle,

6° — une question sur le droit administratif,

7° — une question sur la législation des chemins de fer.

Le temps accordé pour chaque épreuve et les coefficients applicables sont les suivants :

1<sup>re</sup> épreuve 2 heures 3

2<sup>e</sup> épreuve 4 heures 3

3<sup>e</sup> épreuve 2 heures 3

4<sup>e</sup> épreuve 1 heure 5

5<sup>e</sup> épreuve 1 heure 5

6<sup>e</sup> épreuve 1 heure 5

7<sup>e</sup> épreuve 1 heure 3

Les épreuves sont cotées de 0 à 20.

Toute note inférieure à 10/20 est éliminatoire.

Pour être déclarés admis, les candidats doivent obtenir au moins 375 points.

##### III — Pour l'emploi de commissaire.

Les commissaires-adjoints et les inspecteurs autorisés à subir l'examen professionnel prévu par l'article

12 de l'arrêté du 11 mars 1933 doivent satisfaire aux épreuves suivantes :

- 1<sup>o</sup> — Rédaction d'une procédure,
- 2<sup>o</sup> — Rédaction d'un rapport,
- 3<sup>o</sup> — Une question sur l'organisation politique et administrative de l'Afrique,
- 4<sup>o</sup> — Une question sur la géographie politique de l'Afrique,
- 5<sup>o</sup> — Une question sur le droit pénal,
- 6<sup>o</sup> — Une question sur le code d'instruction criminelle,
- 7<sup>o</sup> — Une question sur le droit administratif,
- 8<sup>o</sup> — Une question sur la législation des chemins de fer,
- 9<sup>o</sup> — Une question sur la réglementation locale.

Le temps accordé pour chaque épreuve et les coefficients applicables sont les suivants :

- |                         |          |   |
|-------------------------|----------|---|
| 1 <sup>re</sup> épreuve | 4 heures | 3 |
| 2 <sup>e</sup> épreuve  | 2 heures | 3 |
| 3 <sup>e</sup> épreuve  | 1 heure  | 2 |
| 4 <sup>e</sup> épreuve  | 1 heure  | 2 |
| 5 <sup>e</sup> épreuve  | 1 h. 1/2 | 4 |
| 6 <sup>e</sup> épreuve  | 1 h. 1/2 | 4 |
| 7 <sup>e</sup> épreuve  | 1 h. 1/2 | 4 |
| 8 <sup>e</sup> épreuve  | 1 h. 1/2 | 4 |
| 9 <sup>e</sup> épreuve  | 2 heures | 4 |

Les épreuves sont cotées de 0 à 20.

Toute note inférieure à 10/20 est éliminatoire.

Pour être déclarés admis, les candidats doivent obtenir au moins 420 points.

## PROGRAMME DES EPREUVES.

A — *Matières communes aux épreuves pour les emplois d'inspecteur-adjoint, commissaire-adjoint commissaire.*

### I — CODE PÉNAL.

Des peines en matière criminelle et correctionnelle et de leurs effets. Des personnes punissables, excusables ou responsables pour crimes ou pour délits. — Crimes et délits contre la chose publique, contre la sûreté de l'Etat, contre la constitution. — Crimes et délits contre la paix publique, et plus spécialement résistance, désobéissance et autres manquements envers l'autorité publique. — Rébellion — Outrages — Association de malfaiteurs — Vagabondage — Mendicité — Crimes et délits contre les personnes et contre les propriétés — Contraventions de police et peines.

### II — CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

De la police judiciaire et des officiers de police qui l'exercent — des maires, des adjoints du maire et des commissaires de police. — Des procureurs de la République et de leurs substituts. — Des officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur de la Ré-

publique. — Des juges d'instruction. — Des divers mandats de justice. — Leur exécution. — Des tribunaux de simple police et des tribunaux en matière correctionnelle. — De la cour d'assises. — Des prisons, maison d'arrêt et de justice. — Des moyens d'assurer la liberté individuelle contre les détentions illégales ou d'autres actes arbitraires. — De la prescription.

### III — DROIT ADMINISTRATIF.

1<sup>o</sup> — De la séparation de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire. — Objets et motifs du principe.

2<sup>o</sup> — Principe de la responsabilité des fonctionnaires publics.

3<sup>o</sup> — Des tribunaux judiciaires.

4<sup>o</sup> — Des tribunaux administratifs.

5<sup>o</sup> — Attributions des commissions municipales.

6<sup>o</sup> — Du pouvoir législatif, du législateur colonial.

7<sup>o</sup> — Des pouvoirs du Président de la République — des ministres — des gouverneurs.

8<sup>o</sup> — Divisions des fonctions administratives : actions, délibérations, juridiction.

### IV — LÉGISLATION DES CHEMINS DE FER.

1<sup>o</sup> — Crimes et délits contre la circulation des trains. — De leur constatation.

2<sup>o</sup> — De la circulation des trains.

B — *Matières spéciales aux épreuves pour l'emploi de commissaire.*

### I — GÉOGRAPHIE POLITIQUE.

Possessions européennes en Afrique. — Etats indépendants. — Capitales. — Villes principales. — Populations. — Mouvements de population. — Voies de communications. — Relations maritimes, télégraphiques radiotélégraphiques et postales à l'intérieur des colonies ou entre les colonies ou groupes de colonies et les colonies étrangères ou états indépendants.

### II — RÉGLEMENTATION LOCALE.

Domaine public et domaine privé. — Police sanitaire et maritime. — Police de la voirie. — Réglementation de la circulation. — Réunions publiques. — Surveillance des débits et établissements de nuit. — Prostitution. — Trafic et détention des armes et munitions. — Sûreté générale. — Anthropométrie. — Emigration. — Immigration. — Surveillance des étrangers — etc... — Justice européenne et justice indigène. — Fraudes.

### SURVEILLANCE ET CORRECTION DES EPREUVES.

A — *Commission de surveillance.*

ART. 2. — Lorsque les épreuves ont lieu au Territoire, la commission de surveillance est nommée par le



Commissaire de la République et composée d'au moins trois membres.

Pour les candidats admis à subir les examens dans la métropole, la commission est constituée dans les conditions fixées par décret du 27 mai 1928.

*B — Commission de correction des épreuves.*

ART. 3. — La commission de correction est composée de la façon suivante :

*A — Pour l'emploi de commissaire.*

Le procureur de la République. . . . . *Président*  
Le chef du bureau des affaires politiques.  
Le chef du service de l'enseignement.  
Le chef du service de police et de sûreté.  
Le chef du bureau du personnel.

*B — Pour les autres emplois.*

Le chef du bureau des affaires politiques *Président*  
Le chef du service de l'enseignement.  
Le chef du service de police et de sûreté.  
Le chef du bureau du personnel.  
Le juge suppléant du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 4. — Les sujets des compositions sont choisis et arrêtés par le Commissaire de la République.

Ils sont placés sous enveloppes scellées portant l'indication de l'examen et de l'épreuve, et classés par centre d'examen.

Les enveloppes destinées à un même centre d'examen sont placées sous plis scellés portant l'indication de l'examen.

Les plis sont adressés s'il y a lieu au ministre des colonies. Ils sont remis en temps utile aux présidents des commissions de surveillance.

Au début de la première séance, les commissions de surveillance vérifient l'intégrité du pli qui leur est remis par le président et celle de chacune des enveloppes renfermant les sujets de compositions.

Au début des séances suivantes, la commission vérifie l'intégrité de l'enveloppe contenant les sujets de l'épreuve à subir.

Les candidats doivent établir leurs compositions avec leurs moyens propres, sans le secours d'aucune documentation et sans aide d'aucune sorte. Toute contravention à ces dispositions entraîne l'exclusion immédiate du candidat.

Aussitôt que possible après la dernière épreuve de l'examen, le président de la commission remet au Commissaire de la République ou fait parvenir au ministre des colonies pour être transmis au Com-

missaire de la République, et sous scellés, un pli portant l'indication de l'examen et du centre d'examen et contenant :

1<sup>o</sup> — Le procès-verbal de la commission et les procès-verbaux des séances.

2<sup>o</sup> — Sous plis scellés portant l'indication des épreuves qu'ils concernent, les compositions qui ne doivent porter aucune indication qu'une devise choisie par chacun des candidats.

3<sup>o</sup> — Sous enveloppe scellée, les noms des candidats et la devise choisie par chacun d'eux.

ART. 5. — La commission de correction des épreuves siège à Lomé.

Le procès-verbal de cette commission mentionne son avis au sujet de l'admission des candidats qui est prononcée par le Commissaire de la République.

La liste des candidats admis est publiée au journal officiel.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1933.

R. DE GUISE.

## NOMINATIONS. MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

### PERSONNEL EUROPÉEN

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Par décret en date du 26 janvier 1933, rendu sur la proposition du ministre des colonies, ont été nommés, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1933.

### A l'emploi d'administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies :

M. GOUJON (Daniel-Henri-Marie).

Par décret en date du 3 février 1933, rendu sur la proposition du ministre des colonies, ont été nommés administrateurs adjoints de 3<sup>e</sup> classe des colonies, les élèves administrateurs dont les noms suivent :

(Pour compter du 12 décembre 1932).

M. LELONG (Roger-Maurice-Léon).

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Affectations

Par décisions des :

25 février 1933. — Les instituteurs dont les noms suivent sont chargés d'assurer le fonctionnement des cours d'adultes :

#### *Cercle de Lomé :*

M. MIAT, directeur de l'école régionale de Lomé.

#### *Cercle d'Anécho :*

M. SIRO, directeur de l'école régionale d'Anécho.

#### *Cercle de Klouto :*

M. MATHIEU, directeur de l'école régionale de Palimé.

#### *Cercle d'Atakpamé :*

M. LE THUAUT, directeur de l'école régionale d'Atakpamé.

27 février 1933. — Les instituteurs dont les noms suivent sont chargés des cours de perfectionnement hebdomadaires pendant l'année scolaire 1933 :

#### *Cercle de Lomé :*

M. MIAT, directeur de l'école régionale de Lomé.

#### *Cercle d'Anécho :*

M. SIRO, directeur de l'école régionale d'Anécho.

#### *Cercle de Klouto :*

M. MATHIEU, directeur de l'école régionale de Palimé.

#### *Cercle d'Atakpamé :*

M. LE THUAUT, directeur de l'école régionale d'Atakpamé.

Monsieur CEYSSAT François, sergent-chef d'infanterie coloniale, commandant la section de milice de Sokodé, est affecté à Lomé et mis à la disposition du commandant des forces de police à compter du 20 février 1933.

M. CEYSSAT, moniteur d'éducation physique, aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue par l'arrêté du 29 juin 1929.

28 février 1933. — M. LESCELLIER contrôleur des P. T. T., retour de congé est mis à la disposition du chef du service des P. T. T. et affecté à la direction du service.

2 mars 1933. — Le capitaine d'infanterie coloniale hors cadres CORDIER, exercera les fonctions de chef du bureau militaire et du secrétariat permanent de la défense du Territoire, en remplacement du capitaine d'infanterie coloniale hors cadres SERGENT.

### Passage

Par décision du :

27 février 1933. — Une réquisition de passage de retour par anticipation de Lomé-Bordeaux est accordée à madame MOAL et sa fille âgée de 6 ans  $\frac{1}{2}$ , sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 21 mars 1933, 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> catégorie.

### Indemnités

Par décision du :

25 février 1933. — Monsieur LE BLAIS, agent sanitaire contractuel en service au secteur de la prophylaxie de la maladie du sommeil à Pagouda est autorisé à utiliser sa motocyclette personnelle pour les besoins du service.

Il aura droit, à une indemnité annuelle de 1.200 frs. payable par trimestre ainsi qu'à la fourniture des carburants et lubrifiants nécessaires et aux divers avantages énumérés dans l'arrêté du 16 novembre 1931.

27 février 1933. — M. CEYSSAT, sergent-chef d'infanterie coloniale est autorisé à utiliser sa motocyclette pour les besoins du service avec droit à une indemnité annuelle de mille deux cents francs (1.200 frs.) ainsi qu'à la fourniture des carburants et lubrifiants nécessaires et aux divers avantages énumérés dans l'arrêté n° 639 du 2 décembre 1930 complété par l'arrêté n° 638 du 16 novembre 1931.

### Gratification

Par arrêté du :

22 février 1933. — Une gratification de quatre cents francs (400 frs.) est accordée au capitaine de port MOQUAY, pour travaux supplémentaires exceptionnels non rétribués exécutés en dehors des heures de service, pendant le 4<sup>e</sup> trimestre 1932.

## PERSONNEL INDIGÈNE

### Engagements

Par décisions des :

27 février 1933. — Le nommé Mathias MARTIN est agréé en qualité de dactylographe auxiliaire, au traitement mensuel de 250 francs et mis à la disposition du procureur de la République.

4 mars 1933. — Le nommé ATAYI Louis est engagé en qualité de planton auxiliaire, pour compter du 6 mars 1933.

Il lui sera alloué une rétribution mensuelle de 120 francs.

Le planton auxiliaire ATAYI Louis est affecté au cabinet du Commissaire de la République.

#### Licenciement pour inaptitude physique

Par arrêté du :

28 février 1933. — Le planton de 3<sup>e</sup> classe KARAMOKO TENE, anciennement en service à la trésorerie de Lomé, est licencié pour inaptitude physique à compter du 1<sup>er</sup> mars 1933.

#### Affectations

Par décisions des :

25 février 1933. — Les instituteurs et moniteurs dont les noms suivent sont chargés d'assurer le fonctionnement des cours d'adultes :

##### Cercle de Lomé :

N'DIAYE BOUBACAR, instituteur à Lomé.  
POGNON Michel, instituteur à Lomé.  
JACOB ADOTÉ, instituteur à Lomé.  
KPONTON Hubert, instituteur à Lomé.

##### Cercle d'Anécho :

KOUAMI Joseph, moniteur à Anécho.

##### Cercle de Klouto :

D'ALMEIDA Charles, instituteur à Palimé.  
SAMUEL Abraham, instituteur à Kpélé-Goudévé.

##### Cercle d'Atakpamé :

COLLEY Augustin, instituteur à Atakpamé.

27 février 1933. — Le commis-expéditionnaire auxiliaire (2<sup>e</sup> échelon) QUEVISON Charles, en service au tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé, est mis à la disposition du chef du service de police et de sûreté.

#### Sanctions disciplinaires

Par décision du :

3 mars 1933. — Une punition de 8 jours de retenue de solde est infligée à l'infirmier de 4<sup>e</sup> classe ASSA Charles, en service à la subdivision sanitaire de Sansanné-Mango.

#### Congés

Par décisions des :

24 février 1933. — Un congé pour maladie de 30 jours, avec traitement du 21 février au 22 mars 1933 inclus, est accordé au chef de train de 7<sup>e</sup> classe BRYM Moïse, en service au chemin de fer (exploitation) pour en jouir au Togo.

2 mars 1933. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 13 mars au 10 juin 1933 inclus, est accordé à M. AGNI-REY Rémy, commis-expéditionnaire de 5<sup>e</sup> classe, en service à Mango, pour en jouir à Anécho.

Il est autorisé à se faire accompagner de sa famille.

3 mars 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 6 mars au 4 avril 1933 inclus, est accordé au chef d'équipe de 8<sup>e</sup> classe APETOGBO Ferdinand, en service au chemin de fer, pour en jouir à Ebéé.

Un congé de 45 jours, avec traitement, du 6 mars au 19 avril 1933 inclus, est accordé à M. LASSEY Benjamin, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe, en service à l'exploitation du chemin de fer, pour en jouir à Porto-Ségué (Anécho).

Une prolongation de congé de 30 jours pour maladie avec traitement du 26 février au 27 mars 1933 inclus, est accordé au facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe DIOSOUVI Dominique, en service au chemin de fer (exploitation) pour en jouir au Togo.

#### Indemnité

Par décision du :

3 mars 1933. — Il est alloué au planton de 8<sup>e</sup> classe CHRISTOPHE TAHOULAN, en service aux bureaux du commissariat de la République, une indemnité mensuelle de 30 francs « dite de permanence de nuit ».

#### AVANCE

Par arrêté du :

27 février 1933. — Une avance renouvelable de 6.000 francs scindables en deux mandats de 3.000 francs est accordée à M. PETIT chargé de l'étude des routes dans le cercle d'Atakpamé.

Dès que les dépenses effectuées auront atteint trois mille francs environ il fera parvenir les justifications au bureau des services financiers qui lui retourneront un nouveau mandat de 3.000 francs. Il justifiera ainsi de chaque tranche de 3.000 francs successivement de façon à avoir toujours un mandat disponible de 3.000 francs pour faire face à ses dépenses de mission.

L'avance sera mandatée au titre du chapitre XVIII article 1 paragraphe 1 du budget local, exercice 1933.

#### CENSEUR ADMINISTRATIF

Par décision du :

28 février 1933. — M. BERNARD, rédacteur principal de 1<sup>re</sup> classe du ministère des colonies, chef des bureaux des « affaires politiques » et de l'administration générale est désigné pour procéder en qualité de censeur administratif à la vérification de l'agence de la Banque de l'Afrique Occidentale à Lomé pour le mois de février 1933.

**COMMISSIONS**

Par arrêté du :

27 février 1933. — Les épreuves du concours prévu à l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 pour l'admission au stage à l'école coloniale des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux auront lieu à Lomé dans les locaux du cours complémentaire les mardi 4 et mercredi 5 avril 1933 de 7 heures à 12 heures.

La commission prévue à l'article 9 de l'arrêté du 9 août 1930, sera composée ainsi qu'il suit :

M. M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies	<i>Président</i>
AUBER, administrateur de 1 <sup>re</sup> classe des colonies,	<i>Membres</i>
CERVEAUX, administrateur-adjoint de 1 <sup>re</sup> classe des colonies.	

Par décision du :

27 février 1933. — Il est institué une commission chargée d'évaluer les dommages causés aux biens des particuliers pendant les manifestations des 24 et 25 janvier 1933.

Cette commission, qui se réunira sur convocation de son président est composée comme suit :

M. M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives.	<i>Président</i>
COSTARRAMONE, ingénieur en chef, chef du service des travaux publics,	<i>Membres</i>
M. VITTI, adjoint à l'administrateur-maire,	
M. M. MELFORT, membre de la commission municipale, délégué de la chambre de commerce,	
MOAL, administrateur-adjoint des colonies,	
Felicio DE SOUZA, membre de la commission municipale,	
Emmanuel AJAVON, membre de la commission municipale.	
M. MOAL est chargé en outre des fonctions de secrétaire.	

**COMMISSIONS D'ENQUÊTE**

Par arrêtés des :

24 février 1933. — Une commission d'enquête composée de :

M. M. DE COUTURES, administrateur des colonies	<i>Président</i>
MAUGIS, commis des services civils,	<i>Membres</i>
COCKSON, mécanicien-conducteur de 4 <sup>e</sup> classe,	

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du mécanicien-conducteur de 5<sup>e</sup> classe DAHOUEOU Martin.

M. MAUGIS est nommé rapporteur de la susdite commission.

27 février 1933. — Une commission d'enquête composée de :

M. M. LELONG, administrateur-adjoint des colonies	<i>Président</i>
LAUQUÉ, adjoint des services civils,	<i>Membres</i>
Prosper SONJI AMOUSSOU, préposé de 7 <sup>e</sup> classe des douanes,	

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du préposé de 7<sup>e</sup> classe BOB Etienne.

M. LAUQUÉ est nommé rapporteur de la susdite commission.

Une commission d'enquête composée de :

M. M. LELONG administrateur-adjoint des colonies	<i>Président</i>
LAUQUÉ, adjoint des services civils du Togo,	<i>Membres</i>
D'ALMEIDA Alfred, préposé de 7 <sup>e</sup> classe des douanes,	

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du préposé de 7<sup>e</sup> classe BOEHLW Joseph.

M. LAUQUÉ est nommé rapporteur de la susdite commission.

**ENSEIGNEMENT****Ecole professionnelle Sokodé**

Par décision du :

24 février 1933. — Les élèves ci-après dénommés :

TOLETI AMERDE, élève-maçon,  
ASSI MASINQBO, élève-ajusteur,  
sont licenciés de l'école professionnelle de Sokodé.

**Jardin et atelier scolaires.**

Par décision du :

2 mars 1933. — Est et demeure rapportée la décision du 10 février 1933 en ce qui concerne le contrôle du jardin et de l'atelier scolaires.

Le jardin et l'atelier scolaires sont placés sous le contrôle direct du chef du service de l'enseignement qui fixera les conditions dans lesquelles ils seront utilisés par le cours complémentaire, le cours de pédagogie et l'école régionale de Lomé.

Les ressources provenant du jardin scolaire seront versées par les soins de l'instituteur ou moniteur qui en est chargé au trésorier de la mutuelle scolaire de l'école régionale de Lomé.

En retour celui-ci sera tenu de fournir les graines, les outils et d'une façon générale tout ce qui est nécessaire à l'entretien de ce jardin.

**FRANCHISE POSTALE**

Par arrêté du :

28 février 1933. — La franchise postale et télégraphique est accordée pendant la durée de la mission de

M. KACHINSKY, chargé de l'étude de la route Boussalo-Pessidé, pour les relations qui existeront entre cet agent, d'une part, et le commandant de cercle de Sokodé, le chef du service des travaux publics et le chef du service de la construction du chemin de fer central togolais, d'autre part.

### REMBOURSEMENTS

Par arrêtés des :

22 février 1933. — Est autorisé au profit de la mission évangélique du Togo le remboursement de la somme de 97 francs montant de droits de douanes perçus sur des objets destinés au traitement des malades.

Est autorisé au profit de la société Commerciale et Industrielle de la Côte d'Afrique le remboursement de la somme de mille cinq cent soixante-neuf francs (1.569 frs) trop perçue au titre de taxe de statistique.

Est autorisé le remboursement d'une somme de 1.596 frs 57 (mille cinq cent quatre-vingt seize francs cinquante-sept centimes) correspondant à la totalité des pénalités encourues par l'United Africa Company à Lomé à raison des retards qu'elle a apportés dans les diverses livraisons du marché n° 131 T. N.

Est autorisé le remboursement aux établissements ARDIC à Lomé d'une somme de quatre mille cent quarante-deux francs quatre-vingt-trois centimes (4.142,83) correspondant à une pénalité qui leur a été infligée à l'occasion d'un retard de 68 jours intervenu dans la livraison d'une charpente métallique ayant fait l'objet du marché 114.

### SECOURS

Par arrêté du :

22 février 1933. — Sont accordés les secours provisoires suivants :

1) Cinq cents francs au manœuvre ASSO ABALOBALA ayant subi une fracture du pied droit (accident du 5 octobre 1932).

2) Cinq cents francs au manœuvre SOUFAT TABOUDANOU pour plaies graves et longues à guérir (accident du 13 décembre 1932).

3) Trois cent soixante francs par an, pour une durée de trois années, au manœuvre CHAMIE KALAHOU, ayant subi l'amputation de la jambe gauche (accident du 13 décembre 1932).

4) Trois cent soixante francs par an, pour une durée de trois années, au manœuvre TASSOU KATAHAN, ayant subi l'amputation de la jambe gauche (accident du 13 décembre 1932).

Les secours annuels des n°s 3 et 4, pourront être renouvelés à l'expiration de la période triennale sus-indiquée et sont susceptibles de révision.

Ils sont payables par quart et d'avance au premier jour de chaque trimestre et le point de départ en est fixé au 1<sup>er</sup> janvier 1933.

### SUBVENTION

Par arrêté du :

27 février 1933. — Il est alloué à la mission des sœurs d'Atakpamé une subvention de 15.000 francs (quinze mille).

### DOMAINES

#### Avis de demandes d'immatriculation

##### *au livre foncier du cercle d'Atakpamé*

Suivant réquisition, n° 862, déposée le 3 mars 1933 le sieur Joseph Novignon Mihluedo, profession de commerçant, demeurant et domicilié à Nuatja, agissant au nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Atakpamé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier portant une construction en terre de barre couverte en tôles à usage de boutique et d'habitation d'une contenance totale de 22 ares 50 centiares situé à Nuatja, (cercle d'Atakpamé) et borné au nord par la route de la gare, à l'est par terrain à Dodjé, au sud et à l'ouest par terrain à Comedja.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

##### *au livre foncier du cercle de Lomé*

Suivant réquisition, n° 863, déposée le 4 mars 1933 le sieur Philipp Anthony, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Adafienu (Gold-Coast) agissant en son nom personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé d'un immeuble urbain en partie bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier portant deux petites constructions à usage d'habitation d'une contenance totale de 17 ares 46 centiares situé à Lomé, quartier 5, (cercle de Lomé) et borné au nord par terrains à Ayivi Ayité, Francis Homawoo et Ayelevi Djodo, à l'est par terrain à la mission protestante, au sud par la rue d'Alsace-Lorraine, à l'ouest par terrain aux héritiers Edmond Anthony.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 864, déposée le 9 mars 1933 la dame Rosa Adjavi, profession de commerçante, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 6 ares 02 centiares situé à Lomé, quartier 6, (cercle de Lomé) et borné au nord par la nouvelle route de Bè, à l'est par terrain à Félicio de Souza, au



sud et à l'ouest par terrain aux héritiers Pasteur Aku Andreas.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

« Une bande de terrain de la surface de 68 centiares a été prélevée pour servir à la construction de la « nouvelle route de Bè ».

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

PEYROTTE

### ERRATUM

*ERRATUM à l'avis de bornage paru au J. O. du 1<sup>er</sup> mars 1933 page 160, Réquisition N° 861.*

Au lieu de :

d'un immeuble situé à Lomé, quartier Adjido (cercle d'Anécho);

Lire :

d'un immeuble situé à Anécho, quartier Adjido (cercle d'Anécho).

### AVIS AU PUBLIC

Un concours pour l'emploi d'inspecteur-adjoint stagiaire de police et de sûreté aura lieu à Lomé le 3 avril 1933.

Les dossiers de candidature devront être déposés au Gouvernement le jeudi 23 mars au plus tard.

Le nombre de places mis au concours est de 1.

Pour tous renseignements s'adresser au bureau du personnel.

Un concours pour dix emplois d'inspecteurs auxiliaires aura lieu à Lomé le 3 avril 1933.

La liste des inscriptions sera close le 23 mars 1933.

Peuvent participer à ce concours les individus français ou originaires du territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, âgés de 18 ans au moins et de 30 ans au plus, titulaires du certificat de fin d'études complémentaires.

La hiérarchie de traitement et de classement de ce personnel est la même que celle du personnel du cadre des commis-expéditionnaires.

Pour tous renseignements, s'adresser au bureau du personnel.

# ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois de Février 1933

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>28-Madonna</b> Marseille-Douala	Français	2. 2. 33	2. 2. 33	3.263	130	21.466	—
<b>29-Chr. Sass</b> Lagos-Marseille	Danois	—do—	—do—	2.319	28	—	180.208
<b>30-Ft. Binger</b> Hambourg-Pte. Noire	Français	—do—	—do—	3.123	44	28.824	—
<b>31-Brazza</b> Bordeaux-Matadi	—do—	5. 2. 33	5. 2. 33	6.086	139	2.106	0.283
<b>32-Foucauld</b> Matadi-Bordeaux	—do—	6. 2. 33	6. 2. 33	6.599	167	—	26.387
<b>33-Godfrey Holt</b> Liverpool-Kribi	Anglais	—do—	7. 2. 33	2.180	40	142.983	—
<b>34-Ft. Medine</b> Douala-Havre	Français	10. 2. 33	10. 2. 33	3.141	46	—	608.481
<b>35-Chelma</b> Marseille-Pte. Noire	—do—	—do—	—do—	3.106	43	134.029	—
<b>36-Edw. Blyden</b> Liverpool-Douala	Anglais	11. 2. 33	11. 2. 33	2.155	41	52.688	0.632
<b>37-Nigerian</b> Liverpool-Burutu	—do—	13. 2. 33	13. 2. 33	2.131	34	119.228	0.087
<b>38-Madonna</b> Douala-Marseille	Français	—do—	—do—	3.263	130	—	1.562
<b>39-Ouémé</b> Pte. Noire-Marseille	—do—	14. 2. 33	14. 2. 33	2.417	44	—	65.186
<b>40-Hoggar</b> Marseille-Douala	—do—	15. 2. 33	15. 2. 33	3.109	74	44.779	—
<b>41-Asie</b> Bordeaux-Matadi	—do—	18. 2. 33	18. 2. 33	4.214	158	2.345	—
<b>42-Amstelkerk</b> Hambourg-Douala	Hollandais	19. 2. 33	19. 2. 33	2.347	59	41.851	—
<b>43-Ystroom</b> Kogo-Hambourg	—do—	20. 2. 33	20. 2. 33	2.902	43	—	207.850
<b>44-Brazza</b> Matadi-Bordeaux	Français	21. 2. 33	21. 2. 33	6.086	139	0.440	71.023
<b>45-Eastlea</b> Kribi-Hambourg	Anglais	23. 2. 33	24. 2. 33	2.582	33	—	210.950
<b>46-Edw. Blyden</b> Sapele-Liverpool	—do—	24. 2. 33	—do—	2.155	40	37.420	2.898
<b>47-St. Vincent</b> Anvers-Douala	Français	25. 2. 33	25. 2. 33	3.272	37	15.023	—
<b>48-Hoggar</b> Douala-Marseille	—do—	26. 2. 33	26. 2. 33	3.109	74	0.447	13.176
<b>49-Ft. de Troyon</b> Dunkerque-Douala	—do—	28. 2. 33	28. 2. 33	3.114	44	115.757	—

## PORT D'ANÉCHO

<b>3-Ouémé</b> Pte. Noire-Marseille	Français	13. 2. 33	14. 2. 33	2.417	44	—	107.702
--	----------	-----------	-----------	-------	----	---	---------

Lomé, le 28 Février 1933.

Le Chef du Service des Douanes

GUÉNOT

# SUPPLÉMENT AU JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## PARTIE NON OFFICIELLE

*« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »*

### LA MAISON DES COLONIAUX de VITTEL

D'accord avec le **Ministère des Colonies**, s'ouvrira, du 20 Mai au 25 Septembre, une **Maison des Coloniaux** où seront reçus et traités, à des conditions spéciales, tous les fonctionnaires civils et militaires des Colonies envoyés officiellement à Vittel par le Conseil Supérieur de Santé des Colonies ou les Commissions de Rapatriement.

Par ses deux Sources : la "**Grande Source**" et la "**Source Hépar**", les seules à **VITTEL** déclarées d'intérêt public, c'est toute la médication des maladies coloniales d'origine arthritique et hépatique que **Vittel** offre à tous ceux qu'un séjour prolongé aux Colonies rend justiciables de sa cure.

La remarquable fraîcheur du climat vosgien, son action à la fois sédative et tonique, l'altitude moyenne de la région font de **Vittel** la station idéale pour les Coloniaux qui, en y soignant leurs reins et leur foie, y trouveront le repos, le calme, le sommeil et l'appétit nécessaires pour revigorer leurs organismes fatigués.

*Envoi gracieux de la brochure*

**" La Cure Hydrominérale de Vittel "**

*sur simple demande à :*

**Société Générale des Eaux Minérales**  
**Service C. 44 à VITTEL (Vosges-France).**

**Vous pouvez devenir**

## PROPRIETAIRES

**En France sur les bords de la Méditerranée,**  
**et constituer ainsi en cinq ans un capital qui peut être**  
**supérieur à**

**CENT MILLE FRANCS**

Participez pour cela à l'achat d'une grande propriété de 280 hectares au bord de la mer dans les Pyrénées Orientales.

Chaque part donne droit à 3.000 mq. et coûte 10.500 francs payable 500 francs par trimestre, sans intérêt.

*Pour tous renseignements, s'adresser à la*

**Société du Lido de la Côte Vermelle,**

**20, Rue Richer**

**PARIS (9<sup>e</sup>)**

**Fabrique d'**  
**ACCORDEONS**

Fondée en 1887.

Catalogue illustré : 1 Franc

\* **Foïs DEDENIS**

**RÉPARATIONS**

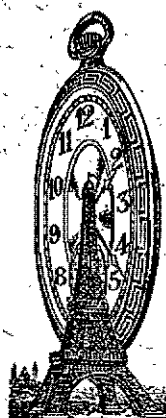


**BRIVE**  
(Corrèze)

**COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE**

*" À la Tour Eiffel "*

**JOYEROT & JACOT**



Catalogue général d'Horlogerie  
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé  
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

*Facilités de paiement*

Représentants sont demandés

**23, rue Gambetta — BESANÇON — France**